

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 175
du 1^{er} au 14 FÉVRIER 73

Cessez-le-feu signé à Paris

UNE GRANDE VICTOIRE

mais la vigilance révolutionnaire s'impose

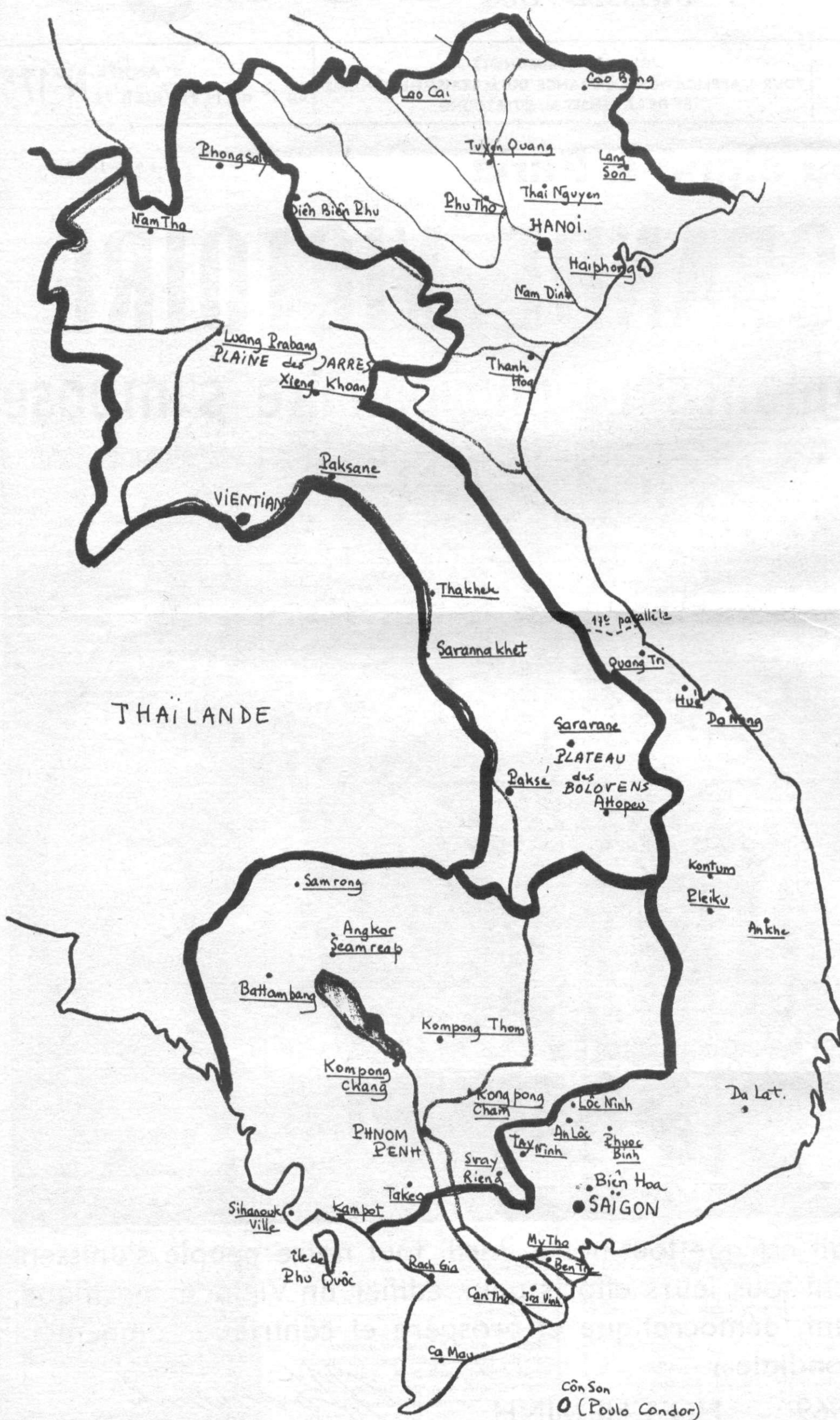


« Mon ultime souhait est que tout notre Parti, tout notre peuple s'unissent étroitement et fassent tous leurs efforts pour édifier un Vietnam pacifique, réuni, indépendant, démocratique et prospère et contribuer dignement à la révolution mondiale »

Hanoï, le 10 Mai 1969 - HO CHI MINH

Un siècle de luttes victorieuses

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



Le colonialisme français pénètre en Indochine dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle !

Fortement ébranlés en 1945, les colonialistes français sont chassés d'Indochine en 1954. Jamais ils n'ont eu la paix pendant leur occupation.

Comme jamais n'a cessé la lutte des peuples indochinois contre les agresseurs U.S. infiltrés dès 1950 au Laos et au Vietnam.

La conférence au sommet des trois peuples d'Indochine de 1970 a renforcé leur solidarité combattante.

VIETNAM :

35 millions d'habitants,
329 000 kilomètres carrés.

En août 1945, c'est l'insurrection générale. Le 2 septembre 1945, le gouvernement provisoire se présente devant le peuple à Hanoi. Le président Hô Chi Minh lit la Déclaration d'indépendance.

Les colonialistes français tentent de se réinstaller ; la magnifique victoire de Diên Biên Phu (mai 1954) leur fait perdre tout espoir.

1954 : les accords de Genève garantissent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam.

L'intervention américaine divise le pays en deux :

— Au Nord, la République Démocratique du Vietnam crée un Etat socialiste au service du peuple. Capitale : Hanoi.

— Au Sud, les agresseurs U.S. contrôlent une administration fantôme — capitale : Saïgon — aujourd'hui prise en main par le traître Thieu ! Le peuple du Sud continue le combat, regroupé dans le F.N.L. (Front national de libération, fondé en décembre 1960), et sous l'égide du G.R.P., gouvernement authentiquement populaire du Sud-Vietnam (1969).

LAOS :

3 millions d'habitants,
pays continental
de 231 000 kilomètres carrés.

Le 12 octobre 1945, le gouvernement provisoire du Laos indépendant se présente devant la nation.

1954 et 1962 : les accords de Genève assurent « l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale » du Laos.

Mais les impérialistes U.S. y mènent la « guerre spéciale », soutenant la « droite » laotienne de Vientiane — dirigée aujourd'hui par Souphanna Phouma.

Le peuple lao, lui, lutte avec opiniâtreté sous la bannière du Front patriotique lao.

CAMBODGE :

1954 : c'est l'indépendance et la neutralité khmères garanties par les accords de Genève.

L'impérialisme américain, dans sa fuite en avant pour étendre la guerre d'Indochine, a provoqué le coup d'Etat du 18 mars 1970.

Il soutient le gouvernement de la prétendue « République khmère » de Lon Nol.

Le peuple khmer, regroupé dans le F.U.N.K., reconnaît son véritable gouvernement, le G.R.U.N.C. : Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge.

Une grande victoire sur l'impérialisme U. S.

Aujourd'hui, 27 janvier, est un grand jour pour le peuple vietnamien, car aujourd'hui manifeste avec éclat QU'IL A BATTU ses agresseurs acharnés depuis plus de vingt ans à le réduire en esclavage... Aujourd'hui, Nixon a dû reconnaître solennellement :

« Les Etats-Unis d'Amérique... respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale du Vietnam » (article 1 de l'accord sur la cessation de la guerre).

Pendant plus de vingt ans pourtant, les agresseurs U.S. ont occupé et pillé le Vietnam, coupé en deux son territoire, violé son indépendance et tenté d'asservir son peuple. A coups de dollars et de bombes, en usant de la terreur et de l'assassinat à grande échelle !

Le Sud-Vietnam est-il devenu aujourd'hui cette « terre américaine » en Asie, cette néo-colonie chère à Kennedy, Johnson et Nixon, cette base stratégique tant rêvée ?

NON ! ABSOLUMENT NON !
Le 1^{er} avril 1954, Nixon affirmait avec arrogance, alors que les colonialistes français n'étaient pas encore chassés d'Indochine :

« Rien ne peut remplacer la victoire au Sud-Vietnam ».

Qu'a remplacé la « victoire » au Sud-Vietnam, pour Richard Nixon ?

LA DEFAITE ! honteuse et combien méritée !

— Les agresseurs doivent « mettre fin à toutes les activités militaires de toutes leurs forces terrestres, aériennes et navales » (article 2). Ils doivent achever le « retrait total de leurs troupes, conseillers militaires » et de « tous les armements et tout le matériel de guerre » (article 5) ; et démanteler toutes leurs bases militaires (article 6) dans un délai de deux mois !

LES AGRESSEURS AMERICAINS SONT CHASSES DU VIETNAM !

— « La ligne de démarcation militaire entre les deux zones au 17^e parallèle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une

limite politique ou territoriale... » (article 15).

Là encore, les agresseurs ont dû céder : **LE VIETNAM EST UN ! LE PEUPLE VIETNAMIEN EST UN !**

Vingt années de violences impérialistes et de mensonges n'ont pu venir à bout de cette réalité fondamentale !

— Les « Etats-Unis cessent leur engagement militaire et leur ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud » (article 4).

Les agresseurs, qui ont prétendu vingt ans durant imposer au peuple vietnamien du Sud leurs règles de « démocratie » issues du « monde dit libre », **RECONNAISSENT AUJOURD'HUI AU PEUPLE VIETNAMIEN LE DROIT DE REGLER SES PROPRES AFFAIRES LUI-MEME.**

C'est une immense défaite pour eux. C'est une grande victoire pour le peuple vietnamien. C'est une grande victoire pour nous tous ! que nous devons à la ténacité et à l'héroïsme du vaillant peuple d'Ho Chi Minh.

Aujourd'hui, ainsi, est jour d'espoir, au Vietnam et dans le monde entier.

Espoir de voir sourire le regard des mères et chanter le rire libéré des enfants. Dans un pays où ils ne craignent plus ni les brutalités des ennemis, ni les grondements des bombes.

Espoir de voir s'ouvrir aux patriotes intrépides leurs geôles innombrables et aller main dans la main les compatriotes réconciliés.

Espoir de voir le peuple, prenant résolument en mains son destin, construire un pays libre, prospère et uni du Nord au Sud !

« **LE YANKEE BATTU, NOUS RECONSTRUIRONS LE PAYS DIX FOIS PLUS BEAU.** »

C'était l'espoir de Ho Chi Minh, l'oncle de tous les hommes et de toutes les femmes du Vietnam, au Sud et au Nord. C'était sa propre certitude.

La grande victoire d'aujourd'hui **EST UN GRAND PAS** sur la voie tracée par l'Oncle Hô, qui a contribué

dignement à la révolution mondiale !

Mais aujourd'hui, c'est encore **JOUR DE VEILLE ET DE VIGILANCE !**

Car l'impérialisme, même battu, ne perd jamais tout à fait espoir de conquérir le « paradis perdu ».

Déjà, Nixon a brandi des menaces à peine voilées lors de son discours annonçant le cessez-le-feu. Il a transformé ses états-majors en consulats civils. Il tente et tentera mille autres manœuvres ! Surtout il compte sur Thieu pour poursuivre leur sale besogne commune ! Car Thieu n'a jamais été si follement arrogant qu'AUJOURD'HUI. Il tempête et menace ; il multiplie les interdits, fouille et traque la population de Saigon ; il emprisonne, torture et veut liquider les patriotes ! A Saigon, c'est la terreur ! Preuves suffisantes de faiblesse et d'isolement. Obstacles réels à la réconciliation et à la concorde nationale.

Le peuple vietnamien le sait : le chemin qui conduit à la victoire finale est encore semé d'embûches. Mais le peuple vietnamien est confiant, résolu, vigilant.

Aussi, devons-nous rester à ses côtés, prêts à renforcer notre solidarité militante. Car les embûches sont ici aussi — où l'on nous serine déjà avec des prétendues violations de l'accord commises par les patriotes ! A nous de balayer tous ces mensonges ; à nous d'expliquer à tous : « Non, la guerre d'agression U.S. n'est pas finie ». A Vientiane, l'ambassadeur U.S. Godley règne encore en maître ; Lon Nol maintient son régime de terreur à Phnom Penh ! Des bases de Thaïlande et de la VII^e Flotte, les B 52 partent toujours pour leur besogne de mort et de sang !

Aujourd'hui, plus que jamais, les peuples vietnamien, lao et khmer ont besoin de notre soutien. Voilà clairement fixées nos tâches internationalistes qui ne ternissent pas nos espoirs et notre certitude que proche est le jour heureux où les peuples d'Indochine vaincront !

(Le 23 janvier 1973) Camille GRANOT.

« Plus proche est la victoire, plus grandes seront les difficultés. L'ennemi, tel un fauve aux abois, réagira plus démentiellement. C'est pourquoi nos forces armées et notre peuple doivent renforcer davantage leur solidarité, combattre avec persévérance, avec plus d'acharnement et sans répit, afin de remporter des victoires plus grandes encore. »

HO CHI MINH.

APRES LA CONCLUSION DE L'ACCORD SUR LA CESSATION DE LA GUERRE POUR LE RETABLISSEMENT DE LA PAIX AU VIETNAM :



Pham Van Dong, premier ministre du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam :

« C'est une grande victoire de la lutte de longue haleine du peuple vietnamien pour la liberté, l'indépendance et pour la paix. C'est une grande victoire sur les trois fronts diplomatique, politique et militaire. C'est une grande victoire de la solidarité combattante entre le peuple vietnamien, les pays socialistes frères et les autres peuples du monde. Il s'agit maintenant de s'appuyer sur les documents signés pour continuer et intensifier la lutte afin d'achever l'œuvre révolutionnaire du peuple vietnamien. Notre peuple continue de lever bien haut le drapeau de la paix, de l'indépendance, de la démocratie et de la concorde nationale. Nous sommes résolus à lutter pour réunifier pacifiquement la patrie... »



Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam :

« Les accords marquent une très grande victoire du peuple vietnamien dans la lutte indomptable, de longue haleine, parsemée de difficultés, qu'il a menée depuis plus d'un quart de siècle pour son indépendance et sa liberté... »

« Cette voie menant à la pleine réalisation des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien et du droit d'autodétermination de la population sud-vietnamienne peut encore être parsemée de problèmes complexes et difficiles, mais aucune force ne saurait empêcher cette évolution historique inéluctable. »

La terreur blanche

« Appliquons la loi des cow-boys ! »
« Appliquons la loi des voyous ! »

Tels sont les mots d'ordre de Thieu aujourd'hui. Ses directives s'appellent : emprisonnements, mise à mort, couvre-feu, état d'alerte. A l'heure du cessez-le-feu, Thieu parle de la « guerre contre le communisme ». Il entend par là, le « patriotisme » que ce traître vendu à

Washington a assimilé au communisme ! Thieu a demandé à sa police de tirer à vue sur tout suspect. Mesures prises par un dangereux fou qui viennent après tant d'autres :

— 400 000 vieillards, femmes et enfants emprisonnés dans les camps de concentration à Hué, Da Nang, Que Sôn, etc.

— D'avril 1972 à aujourd'hui, 300 000

personnes arrêtées et torturées ; dont 5 000 incarcérées sans jugement !

— 200 000 hommes enrôlés de force dans l'armée fantôme pendant la même période.

— En 1972, plus d'un millier de morts par des massacres collectifs dans les prisons de Poulo Condor, de Phu Quoc et de Chi Hoa !

Aujourd'hui encore, Thieu fait classer les dizaines de milliers de détenus patriotes, les disperse ou bien les mêle avec des prisonniers de droit commun pour mieux les liquider.

Déjà Thieu s'apprête à ne respecter ni la lettre ni l'esprit de l'accord signé à Paris. Et cela montre clairement SON COMPLET ISOLEMENT ET SA TERRIBLE FAIBLESSE.

Thieu menace, fanfaronne, assassine. Car il est fou de PEUR !

Peur que soit écourté son règne de dictateur made in U.S.A. et sa « belle vie » de gangster trafiquant sur la drogue et les armes !

Peur que ses crimes de traître et d'assassin lui soient bientôt comptés !

Peur du peuple vietnamien qu'il a pillé, torturé, assassiné, trahi...

Thieu a raison d'avoir peur. Les patriotes de Saigon et du Vietnam, inflexibles dans la conquête du salut national, forts de splendides traditions de combats... et tous prêts à réaliser la concorde et la réconciliation nationale avec leurs sœurs et leurs frères, seront sans nul doute intraitables avec les ennemis irréductibles de la patrie.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE

1945 :



Le 9 mars 1945, déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme français et le fascisme nippon.

1954 :
Victoire de Diên Biên Phu :
capitulation de l'impérialisme français

« Rien n'est plus précieux
que l'indépendance et la liberté »
(HO CHI MINH)

1968 :



Devant les offensives des patriotes vietnamiens...

1972 :



... Sauve-qui-peut des soldats américains.



Au Sud-Vietnam, les paysannes engagent la lutte politique, leurs mains nues, et leurs enfants dans les bras, contre les agresseurs armés jusqu'aux dents.

Les masses : une muraille indestructible



« Les impérialistes, les réactionnaires ne sont jamais à même d'estimer à sa juste valeur la force d'une nation, la force d'un peuple. Cette force est sans limites. Elle peut venir à bout de n'importe quelle difficulté, triompher de n'importe quel ennemi. »

(VO NGUYEN GIAP)



Manifestation contre les criminels bombardements du Nord-Vietnam par les avions américains (photo de gauche).

Le peuple vietnamien entoure ses combattants d'une solidarité affectueuse et concrète (photo de droite).

DANS LES ZONES LIBEREES



Les paysans acheminent les armes de la victoire.



Les rires des enfants vietnamiens sont déjà la manifestation d'une victoire sur les criminels de guerre, agresseurs de leur peuple.



Les femmes vietnamiennes préparent le riz pour les combattants des Forces armées populaires de libération.

« Instaurer un pouvoir
de large union nationale
et de démocratie »

(PROGRAMME DU F.L.N.)



Le portrait du président Hô Chi Minh déchiré par les révisionnistes et recollé par les marxistes-léninistes (5 mai 1967).

ASSASSINS YANKEES HORS DU VIETNAM...! HORS DE FRANCE...!



A BAS L'OTAN... U.S. GO HOME !

Affiche éditée par la Fédération des Cercles Marxistes Léninistes de France et l'Humanité Nouvelle 26, Boulevard des Dames - Marseille (2^e)

Une des affiches éditées par la Fédération des cercles marxistes-léninistes, qui fut l'objet de destruction systématique par les révisionnistes (1965).

YANKEES ASSASSINS, HORS DU VIETNAM!



LE CENTRE INFORMATION VIETNAM 17, RUE DU SENTIER - PARIS 2^e

Affiche du Centre Information Vietnam, qui fut aussi très souvent arrachée par les révisionnistes (1966).

VIVE LA VICTORIEUSE GUERRE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE VIETNAMIE

La République Démocratique
du Vietnam et la République
Populaire de Chine sont
deux Pays socialistes,
liés aussi étroitement que
les lèvres le sont aux dents.

(Message d'HO CHI MINH
le 29 Septembre
1967.)



Tous les réactionnaires sont
des tiges en papier. En
apparence ils sont terri-
bles, mais en réalité ils
ne sont pas si puissants.
A l'envisager du point de
vue de l'avenir, c'est le peuple
qui est vraiment puissant,
et non les réactionnaires.
(Déclaration de MAO
TSE TOUNG en
Août 1946.)

La débâcle de
l'impérialisme américain
est le fruit de la stratégie
et de la tactique révolutionnaire
du MARXISME-LÉNINISME et de la pensée
de MAO TSE TOUNG, remarquablement appliqués
par les héroïques patriotes vietnamiens.

Chaque semaine, lisez **L'Humanité**  nouvelle 40, Bd. Magenta
PARIS (2^e)
PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Les révisionnistes et le soutien au peuple vietnamien

Année 1964 : Kennedy, l'homme qui a déclenché l'agression des impérialistes américains contre les patriotes vietnamiens, tombe sous les balles d'un homme de main américain au cours d'un règlement de compte entre clans de la bourgeoisie monopoliste yankee. Naturellement sa mort n'a absolument rien à voir avec les crimes dont il est le premier chef de file contre le Vietnam. Il reste bel et bien un impérialiste. Dans toute la France les dirigeants du Parti « communiste » français, par mouvement de la paix interposé, organisent des manifestations au cours desquelles sont exigées des « minutes de silence » à la mémoire de ce Kennedy, dont sont prononcés des éloges funèbres. C'est ce que les dirigeants révisionnistes baptisent à l'époque, en bons élèves de Khrouchtchev, la pratique de la « coexistence pacifique ». A cette occasion, à Marseille, le camarade Jurquet est encadré par quatre « gros bras » du service d'ordre révisionniste sur directive du nommé Roger Donadio, permanent bien connu. Ils ont ordre d'empêcher notre camarade de « troubler la minute de silence » à Kennedy.

En juillet 1964, les délégués vietnamiens à la Conférence mondiale contre les bombes A et H à Tokyo révèlent à notre camarade François Marty que « les soviétiques, ayant Khrouchtchev à leur tête, n'ont pas livré un seul fusil, une seule arme aux Vietnamiens pendant plus de huit mois ». Les bombardements violents de l'aviation américaine sur le Vietnam du Nord ne sont suivis d'aucune mesure de protestation ou réprobation conséquente de la part du gouvernement et du parti révisionniste d'U.R.S.S.



Année 1965 : Les Vietnamiens sont suspectés par les révisionnistes du monde entier, qui leur reprochent d'avoir refusé de signer le fameux « traité de Moscou » passé notamment entre les gouvernements soviétique et américain.

En France, les révisionnistes essayent d'empêcher la diffusion du journal vietnamien « Le Courrier du Vietnam ». Les marxistes-léninistes assurent sa diffusion, même lorsqu'il contient des informations émanant de pays soumis au révisionnisme moderne. Alors les révisionnistes français lancent toutes sortes de calomnies contre ce journal, allant jusqu'à faire courir le bruit « qu'il est imprimé à Limoges par les « pro-chinois » ! »

Au mois de mars 1965 plusieurs manifestations d'étudiants afro-asiatiques d'une part, chinois d'autre part sont organisées à Moscou devant l'Ambassade des Etats-Unis. La police soviétique aux ordres des révisionnistes déchainent contre eux une répression d'une extrême violence. Il y a des blessés sérieux du côté des étudiants.

Les révisionnistes soviétiques lancent des calomnies odieuses et grossières contre les camarades chinois, qu'ils accusent de vouloir une troisième guerre mondiale et de pousser les Vietnamiens à des provocations qui nuisent à la coexistence pacifique !



Année 1966 : Les révisionnistes intensifient leurs attaques contre les marxistes-léninistes.

En France, ils interdisent tout autre mot d'ordre que « Paix au Vietnam ». En particulier ils brutalisent tous les manifestants qui, à l'occasion de défilés divers (1^{er} mai ou autres) ou meetings se mettent à scander « F.N.L. vaincra ! » ou « yankees assassins hors du Vietnam ! ». Ils se déchaînent lorsqu'ils entendent « Johnson assassin ! ». Ils expliquent à leurs militants qu'il ne faut rien faire qui entrave les efforts déployés pour faire triompher la « coexistence pacifique » avec les Américains.

Ils sabotent toujours la diffusion des journaux vietnamiens, ainsi que de certains livres et brochures vietnamiens qui ne leur conviennent pas, car ils exaltent l'esprit de résistance jusqu'au bout à l'agression américaine.



Année 1967 : La hargne des révisionnistes ne cesse de monter à l'encontre des marxistes-léninistes et de tous ceux qui veulent agir avec conséquence pour apporter un soutien politique aux patriotes vietnamiens. Sur le seul thème « Paix au Vietnam », les dirigeants révisionnistes entendent conserver l'exclusivité de toute activité en France en faveur du combat poursuivi par les Vietnamiens.

Mais partout naissent des initiatives justes pour

permettre aux masses françaises de soutenir activement et politiquement le peuple frère. Le Centre Information Vietnam, créé par le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) et les Comités Vietnam de Base créés par l'Union des Jeunes Communistes (marxistes-léninistes) redoublent d'activité. En particulier les C.V.B., impulsés par la jeunesse, débordent d'activité sur de justes positions internationalistes prolétariennes.

Le 5 mai 1967, un meeting pro-vietnamien organisé par le M.C.F. (ml) à la Mutualité est attaqué par 500 révisionnistes armés de bâtons et de barres de fer. Ils saccagent tout, déchirent de nombreux exemplaires du « Courrier du Vietnam », détruisent de façon ignoble un grand portrait du Président Ho Chi Minh (voir notre photo), brutalisent de nombreux militants marxistes-léninistes. Les camarades Régis Bergeron et André Druenes sont faits prisonniers par les nervis révisionnistes qui les couvrent de coups et les précipitent du haut d'un escalier jusqu'en bas. Druenes, blessé, devra rester trois jours à l'hôpital. Bergeron, alors rédacteur en chef de l'Humanité-Nouvelle commencera son éditorial dans le numéro suivant par cette phrase d'indignation : « Fascistes : Il n'y a pas d'autre terme qui convienne pour qualifier les méthodes utilisées par les révisionnistes, vendredi dernier, contre le meeting de solidarité avec nos frères vietnamiens ».

Périodiquement, comme un leit-motiv, les révisionnistes de Moscou lancent des accusations mensongères contre les camarades chinois pour faire croire qu'ils s'opposent au passage des armes destinées aux patriotes vietnamiens à travers le territoire chinois. Mais ces accusations ignobles sont démenties par les organismes habilités vietnamiens. Naturellement ces assertions scandaleuses sont vite reproduites par les révisionnistes français, mais les démentis vietnamiens sont systématiquement jetés à la poubelle ! Exemple : Hanoi 19 juin 66 : L'agence Vietnamienne d'information communique :

« Récemment un certain nombre d'agences d'information occidentales ont propagé la rumeur prétendant que le matériel de l'aide militaire soviétique à destination du Vietnam rencontre actuellement des difficultés l'entravant dans le transit à travers la Chine. L'Agence vietnamienne d'information est autorisée à faire la déclaration suivante :

» Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam a, à plusieurs reprises, affirmé que tout le matériel de l'aide de l'Union Soviétique aussi bien que des autres pays frères en Europe Orientale, a reçu une assistance dévouée de la Chine dans le transit à travers la Chine, conformément au plan prévu.

» Les sus-dites informations ne sont qu'une fable inventée de toutes pièces, suscitée par de mauvaises intentions de provocation ».



Année 1968 : Un changement de tactique finit par intervenir dans l'attitude des révisionnistes, qui ne peuvent plus s'opposer à la pression venue de leur propre base, notamment après les événements de mai-juin 1968.

Enfin acceptent-ils des mots d'ordre plus justes et recommencent-ils à organiser des manifestations plus conséquentes et massives à propos du Vietnam.

Mais cela ne les empêche pas de s'opposer toujours avec hargne aux justes initiatives des marxistes-léninistes et de toute organisation dont ils n'assument pas le contrôle intégral.

Ils continuent à dispenser périodiquement des rumeurs et informations venues d'U.R.S.S. pour essayer de discréditer le soutien apporté par les camarades chinois aux patriotes indochinois. Mais à chaque mensonge, ils sont réfutés avec habileté, de manière directe ou indirecte, par les camarades vietnamiens eux-mêmes.

Un jour l'histoire détaillée de tous ces faits ne manquera pas d'être écrite et diffusée et sans doute mesurera-t-on alors encore mieux le degré d'ignominie des révisionnistes modernes sur la question du soutien internationaliste aux peuples coloniaux en lutte contre leurs oppresseurs ou contre leurs agresseurs impérialistes.

Les marxistes-léninistes français ont été particulièrement bien placés pour être les témoins les plus avancés, pendant des années, de la collusion effective entre l'impérialisme et le révisionnisme moderne dans cette question que l'Histoire du monde n'est pas prête d'oublier : la guerre de révolution nationale du peuple vietnamien.

RAISONS de l'AGRESSION AMÉRICAINE en INDOCHINE

En 1945, voilà l'impérialisme U.S. promu chef de file de l'impérialisme mondial. Investi des grandes responsabilités impérialistes, il prend le relais des colonialismes déclinants. Le monde a changé alors : le camp socialiste s'est renforcé, après la victoire de l'Union Soviétique de Staline sur le fascisme. Les peuples lèvent la tête. Pour les vaincre, il faut de nouvelles méthodes : c'est le néo-colonialisme que Kennedy a théorisé au début des années 60 :

— « aide des peuples à s'aider eux-mêmes », « conquête des esprits et des âmes » ;
— « victoire de la liberté ».

Voilà pour les belles phrases ! Voilà pour la poudre aux yeux ! La réalité c'est tout autre chose.

Aide ou pillage ?

L'aide au peuple c'est le pillage perpétré depuis plus de 20 ans contre les peuples d'Indochine. En 1952, le New York Times écrivait que l'Indochine « vaut une grosse mise ». Et de citer toutes les richesses à extorquer : tungstène, manganèse, caoutchouc, etc. Fin 70, une fièvre panique s'est emparée de certaines compagnies pétrolières à l'annonce d'une nappe sous-marine s'étendant du Nord de l'Australie à l'Indochine... sur 500 km de large ! Aussitôt les prospecteurs yankees ont envahi les hôtels de Saïgon... Pas pour une aide bénevole, on s'en doute !

L'aide au peuple, signée Kennedy ou Nixon, c'est aussi l'obligation pour lui de consommer les produits U.S. On est contraint d'acheter les produits américains : lait en poudre, farine de blé... le riz également. Le Laos, le Cambodge, le Sud-Vietnam sont des greniers à riz du Sud-Est Asiatique ; et pourtant ils sont obligés de mendier le riz américain !

Pour ce faire l'impérialisme contrôle tous les rouages économiques et financiers. Des prétendus « accords de coopération économique et financière » sont bel et bien des chartes coloniales de domination et de pillage...

... Le gouvernement donne ou prête de l'argent aux états fantoches ; et l'argent de « l'aide » sert à acheter... des produits américains bien sûr ! Les Etats-Unis inondent l'Indochine de centaines et de centaines de millions de dollars... qui remplissent les poches des trusts yankees, c'est tout simple ! De véritables ministères américains de l'économie gèrent l'entreprise : au Sud-Vietnam, c'est U.S. *Opération Missions*, (U.S.O.M.) ; au Laos c'est U.S.-AID, chapeautés par les ambassades américaines !

Pour les peuples d'Indochine, encore sous le joug yankee, cela signifie hausse vertigineuse des prix, pénurie alimentaire, chômage. A Phnom Penh, les malades des hôpitaux manquent de riz ; partout de longues files pour en acheter quelques centaines de grammes. A Saïgon des centaines de milliers d'hommes s'entassent dans des quartiers sans hygiène et sans eau. Ici on meurt de maladie et de la faim. Ici, c'est la misère noire.

L'aide U.S., c'est encore l'INFILTRATION du style de vie américain avec sa panoplie de « biens de consommation » : cigarettes Lucky, motos japonaises et Mercedes... la généreuse « Amérique » a exporté ici son monde de corruption et de vice, de gangstérisme et de prostitution, sa littérature et son cinéma de violence et de pornographie.

L'impérialisme a tenté de faire des hommes d'Indochine des déracinés sur leur propre sol ! Kennedy appelait ça là « conquête des âmes et des esprits » !

La « victoire de la liberté » ou la domination et l'oppression ?

Ce « cœur généreux » avait le sens des formules « Nous sommes les sentinelles sur les remparts de la liberté » disait-il. Les remparts de Kennedy sont un vaste réseau de bases militaires logistiques et aéronavales au Sud-Vietnam, au Laos, en Thaïlande, en Corée du Sud, à Taiwan, au Japon. Une vaste chaîne d'oppression destinée à étouffer la voix des peuples en lutte et à encercler les peuples libérés du Vietnam, de Corée et de Chine. « Remparts de la liberté ? » clamait Kennedy, et tandis qu'il parlait, la presse américaine, plus terre à terre, passait aux aveux : ainsi, en février 1962 l'hebdomadaire américain U.S. News and World Report qualifie le Sud-Vietnam de « forte base militaire ».

Voilà qui est franc ; rien n'a été épargné pour accomplir les objectifs impérialistes : ni les accords militaires, — celui de l'OTASE, le 8 septembre 1954 — ni les « missions » et les « conseillers ». L'impérialisme américain, c'est vraiment : « LA SENTINELLE SUR LES REMPARTS DE L'OPPRESSION ET DE LA DOMINATION ».

Dans chaque pays d'Indochine, il a construit ses propres remparts. Avec quelques camouflages. Il a installé des « démocraties » à l'américaine et des républiques ; il a organisé des élections et des référendums, des chambres et des partis. Il a mis en place des « présidents », ses « enfants adoptifs ». Enfin ces peuples barbares allaient connaître les mœurs policées du monde libre ! Et comme gage de la victoire de la liberté, la C.I.A. tire toutes les ficelles...

Au Sud-Vietnam encore occupé, cette liberté-là signifie plus de 200.000 hommes et femmes en prison ! Et quelles prisons ! A Phuc Quoc, à Poulou Condor, c'est l'enfer pour des dizaines de milliers de Sud-Vietnamiens : les tortures innombrables, les morts de faim et de fièvres, les assassinats. Des camps de concentration du Sud-Vietnam, monte la voix des détenus :

« Poulou Condor, un véritable charnier ;
« Poulou Condor, un lieu de pillage et d'assassinat ;

« Poulou Condor, un enfer terrestre ».

Nous devons faire entendre cette voix ; et que s'enfle dans notre pays la haine contre l'impérialisme assassin !

La « démocratie » de Thieu ou de Lon-Nol tient en quelques mots terribles : loi martiale, censure, élections truquées, arrestations illégales, exode forcé de centaines de milliers d'hommes vers des « hameaux stratégiques... C'EST LA TERREUR FASCISTE ! »

Tout cela nous fait horreur. Mais prenons-y garde ; ce n'est pas dû à l'aveuglement d'un Nixon ou d'un Johnson ni à la folie de quelques hommes. CELA TIENT A LA NATURE MEME DE L'IMPERIALISME, immense entreprise DE PILLAGE, DE DOMINATION ET D'OPPRESSION A L'ECHELLE MONDIALE.

Nous le savons, là où il y a oppression impérialiste, il y a la lutte des peuples. Et depuis des dizaines d'années déjà les peuples d'Indochine sont entrés dans la lutte. Aussi l'impérialisme américain a-t-il inventé une autre fable, celle de la « survie », qu'insinue déjà en 1948, Johnson, lui aussi, criminel tristement célèbre :

« L'Amérique, dit-il alors, est une proie facile et sans défense pour n'importe quel nabot jaune muni d'un couteau ».

Odieux mensonge, prétexte à l'agression ! Pour la survie de l'impérialisme américain, il a fallu installer une formidable armada... à des dizaines de milliers de km du sol américain. Beaucoup d'Américains y ont cru, travaillés qu'ils étaient par l'idéologie coloniale et raciste des officines impérialistes. Certains y croient encore. Il n'y a pas pourtant mensonge plus odieux et plus bas, l'agresseur crie « à l'agresseur » et se croit alors tout permis !

ET ON S'EST TOUT PERMIS ! Des zones dites de « free-killing » — où les bérets verts — ces S.S. d'aujourd'hui — ont le devoir d'assassiner... tout ce qui bouge ! Un tonnage de bombes inégalé dans toute l'histoire : 7 millions de tonnes sur l'Indochine à ce jour dont 4 reviennent à Nixon !

Des engins de mort ultra-modernes : superbombardiers B52, bombes téléguidées au laser, « renifleurs », détecteurs acoustiques et électroniques. Des produits savamment meurtriers : napalm, bombes à billes, et le dernier en date « l'oltol » qui perfore les tissus humains sans laisser aucune trace. Pour tenter de faire plier les peuples d'Indochine, tout a été bon aux agresseurs, épandages massifs de défoliants, pluies acides artificielles, bombardements des digues. On a tout essayé : submerger un pays tout entier, ses rizières, ses villages et ses villes par des inondations provoquées ; faire retourner des peuples entiers à l'âge de la pierre ; transformer la terre indochinoise en une terre de métal, de sang et de feu ; on a tenté l'extermination totale. Nous sommes confondus devant une volonté si manifeste de faire mal, devant une minutie si calculée dans l'extermination, devant cette puissance inégalée au service de la mort.

OUI, LES AGRESSEURS AMERICAINS SONT LES PLUS GRANDS CRIMINELS DE CE TEMPS !

Ici, en Indochine, les agresseurs américains ont expérimenté leur attirail de mort, ILS ONT AUSSI EXPERIMENTE LA DEFAITE.

Car il y a autrement plus de force et de puissance dans les masses populaires que dans les calculateurs électroniques du Pentagone ! Car la guerre du peuple menée par les Vietnamiens, les laos et les khmers, EST UNE ARME AUTREMENT PLUS EFFICACE QUE LES BOMBES A BILLES, LES RATISSAGES ET LES BAGNES ! (Cet article est un extrait du discours prononcé par Camille Grama lors du meeting organisé par « l'Humanité-rouge » le 31 octobre 1973 au Cinéma Mesnil-Palace à PARIS.)



Panneau réalisé par un comité Vietnam de base.



Pièce de théâtre anti-impérialiste U.S. présentée lors d'un meeting C.V.B. à la Mutualité.

LE 20 JANVIER 1973 :

MANIFESTATIONS ANTIAMERICAINES DANS LE MONDE

Des manifestations de masse ont eu lieu le 20 janvier 1973 en Europe occidentale, au Canada et au Japon à l'occasion de l'investiture du président américain Nixon pour son deuxième mandat. Les manifestants ont exigé du gouvernement américain qu'il mette fin immédiatement à sa guerre d'agression contre le Vietnam.

Plus de huit mille Suédois ont tenu des manifestations à Stoccolm. Ils ont adopté une résolution demandant que les Etats-Unis signent l'accord sur la restauration de la paix au Vietnam. De semblables manifestations et rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes suédoises. Cinq mille personnes ont manifesté à Goteborg.

A Helsinki, près de quatre mille personnes ont manifesté et organisé un rassemblement sous la neige. Les manifestants ont crié : « U.S.A. hors de l'Indochine ! », « Les Etats-Unis doivent signer immédiatement l'accord de paix ! », et « Victoire au peuple vietnamien ! »

Quelque dix mille Norvégiens ont aussi manifesté à Oslo, ils ont demandé aux Etats-Unis de signer immédiatement l'accord sur la cessation de la guerre au Vietnam.

Plus de dix mille personnes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis à Londres. Un certain nombre d'anciens combattants américains ont participé à la protestation.

Des manifestations de masse contre la guerre d'agression américaine ont également eu lieu dans une dizaine de villes françaises dont Paris, Marseille, Strasbourg et Lyon.

Plus de dix mille personnes venues de divers endroits de la République Fédérale d'Allemagne ont organisé à Dortmund une manifestation de protestation contre la guerre d'agression américaine au Vietnam.

Cambodge, Laos, sur le chemin de la victoire

Les accords de Paris n'établissent pas un cessez-le-feu dans toute l'Indochine. Cependant, les agresseurs américains se sont engagés à respecter les droits nationaux fondamentaux des peuples khmer et lao, indiqués par les accords de Genève de 1954 et 1962.

Cela signifie, EN PRINCIPE :

— qu'ils doivent mettre « fin à toutes les activités militaires au Cambodge et au Laos, retirer de ces deux pays, toutes troupes et conseillers militaires, personnel militaire, armements, munitions et matériel de guerre » (article 20) ;

— qu'ils reconnaissent que « les affaires intérieures du Cambodge et du Laos doivent être réglées par leur peuple respectif, sans ingérence étrangère » (article 20).

Cependant, dans les FAITS, les Yankees n'ont pas encore cessé leur agression. Souvanna Phouma a parlé du 12 février pour un cessez-le-feu au Laos... mais jusque-là, selon lui, les bombardiers B 52 continueront leur œuvre de mort. Au Cambodge, où la situation est qualifiée de « compliquée » par Kissinger (!), le soutien U.S. à Lon Nol est toujours bien effectif.

Il n'y a pourtant rien de bien « compliqué », « Monsieur Kissinger » : QUITTEZ LE LAOS ET LE CAMBODGE, voilà tout ; les luttes victorieuses passées et à venir des deux peuples vous contraindront tôt ou tard à respecter vos engagements !

D'ailleurs, les peuples lao et khmer n'attendent rien de votre « bonne volonté ». Ils continuent le combat, assurés que, comme le peuple vietnamien, ils sauront trouver le chemin de la victoire totale. Ainsi, Norodom Sihanouk, chef du gouvernement royal d'Union Nationale du Cambodge a déclaré le 27 janvier dernier.

...« La guerre continuera au Cambodge après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Vietnam. Nous continuerons de nous battre même si les bombardements continuent. Il n'est pas question d'un cessez-le-feu au Cambodge »...

... « Aucune réconciliation avec les traîtres n'est possible (...). Nous ne pouvons accepter aucun compromis avec Lon Nol. Nous ne permettrons pas que le Cambodge soit divisé en deux zones (...), et nous continuerons à nous battre jusqu'à l'élimination de Lon Nol. »

Cela signifie-t-il que les patriotes khmers désapprouvent de fait les Accords de Paris signés par les patriotes vietnamiens. Que non ! LA LUTTE DES TROIS PEUPLES INDOCHINOIS, qui ont scellé des liens étroits à la Conférence au Sommet de mai 1970, EST COMMUNE ; CAR LEUR ENNEMI N° 1 EST LE MEME : l'impérialisme US est le MEME. Cependant les situations sont différentes dans chacun des pays. A situation différente, solu-

tion différente — que choisit chaque peuple souverain.

Ce sont là des principes éprouvés qui président à la solidarité combattante des peuples indochinois.

Fidèle à ces principes, le Front Patriotique Lao a engagé des discussions avec les fantoches de Vientiane en octobre dernier. Depuis lors, les fantoches de Vientiane, soutenus par les agresseurs U.S. ont bloqué les discussions en refusant obstinément de se débarrasser du contrôle U.S. au Laos ! Aussi Souk Vongsak, chef intérimaire de la délégation du Front Patriotique Lao a-t-il déclaré le 24 janvier :

« Les accords auront une influence bénéfique sur les pourparlers A CONDITION CEPENDANT

rasse de leur contrôle et les discussions pourront avancer pour parvenir à construire un Laos indépendant, démocratique, neutre et prospère.

En définitive, c'est la ferme déter-

mination des peuples khmer et lao prouvée chaque jour par des succès toujours plus grands qui ouvre la voie à la victoire finale.

Et les luttes victorieuses ne manquent pas...

DES LUTTES VICTORIEUSES

Rappelons-les...

Laos 72 : près de 24 000 ennemis mis hors de combat, 165 avions détruits, des dizaines de milliers d'habitants tirés hors des griffes des ennemis... Et les premiers jours de l'année 1973 ont vu multipliés les attaques opiniâtres et couronnées de succès des Forces Patriotiques.

Au Cambodge, bilan largement positif :

Le rapport des forces a changé en faveur des Forces Armées Patriotiques. Quelques chiffres (de janvier à novembre 1972) :

103 000 ennemis mis hors de combat ;

173 000 armes de tout calibre récupérées ;

109 avions détruits ;

520 camps et postes rasés.

L'armée lonnolienne a perdu le contrôle de toutes les voies de communications stratégiques ; le ravitaillement de Phnom Penh, uniquement fluvial aujourd'hui, est soumis à la protection des B 52 ! Phnom Penh est à portée de main des Forces Armées, alors que s'amplifient chaque jour les luttes multiformes de sa population : luttes des étudiants en mars-avril 72, combats pour l'approvisionnement en riz à l'automne, refus de l'enrôlement dans l'armée fantoche aujourd'hui.

Terré dans son abri souterrain, Lon Nol, consulte fébrilement ses mages ! Il ne sait plus quelle amulette ni quel élixir le sauvera de sa perte prochaine !

Le pouvoir populaire lui se renforce chaque jour davantage ! Là-dessus, la presse fait le silence total ; à nous de dire et de décrire les admirables conquêtes du peuple khmer.

En 1972, près d'un million de Khmers ont échappé à l'enfer Lon Nol pour gagner la zone libérée : 90 % du territoire, 70 % de la population.

Telles sont les bonnes nouvelles qui nous viennent du Laos et du Cambodge.

L'impérialisme U.S. n'a pas encore cédé ; les combats continuent... et cela jusqu'à la victoire... Nous le savons, et cette certitude nous encourage pour redoubler d'efforts vigilants et résolus dans notre soutien aux peuples d'Indochine.



QUE LA PARTIE DE VIENTIANE CHANGE RADICALEMENT D'ATTITUDE. »

Suivant sa propre voie vers la victoire, le peuple lao va de l'avant, ferme et résolu. Que les yankees cessent leur agression déguisée — bien mal — en « guerre spéciale » ; que la partie de Vientiane se débar-

COMMUNIQUE DU COMITE DU F.U.N.K. DE PARIS

Au sujet des événements qui se sont produits à la Maison du Cambodge à la Cité Universitaire de Paris, dans la nuit du 7 au 8 janvier 1973, il convient d'apporter les précisions suivantes :

1° Loin d'être isolés, ces événements ne sont que la suite d'événements antérieurs dont la responsabilité incombe au soi-disant Directeur de la Maison du Cambodge, le traître Essaro. En effet :

— Dans la nuit du 7 septembre 1970, un certain nombre d'étudiants cambodgiens patriotes, partisans du F.U.N.K. présidé par Samdech Norodom Sihanouk, ont été l'objet, à la Maison du Cambodge, en présence d'Essaro, d'un guet-apens au cours duquel quatre d'entre eux ont été blessés.

L'un des agresseurs n'était autre que le nommé Panara Sirivouth aujourd'hui inculpé d'homicide volontaire et de tentative d'homicide

sur la personne de notre camarade Sok Kim Huot.

Pour ces faits du 7 septembre 70, le nommé Panara Sirivouth, parent d'Essaro, vien d'être renvoyé devant le Tribunal correctionnel de Paris sous la prévention de coups et blessures volontaires avec port d'arme et préméditation de guet-apens.

— Le 18 mars 1971, les mêmes hommes au service de Essaro ont tiré des coups de feu sur un certain nombre d'étudiants dont quatre blessés ont dû être hospitalisés.

2° Le traître Essaro, selon les méthodes en honneur chez les fascistes, a osé prétendre que les étudiants patriotes cambodgiens partisans du F.U.N.K. étaient des agresseurs et a fait hypocritement le silence sur le fait que seuls ses hommes étaient armés d'armes à feu.

Paris, le 25 janvier 1973

Le Comité du F.U.N.K. de Paris

POUR HONORER LA MEMOIRE DE SOK KIM HUOT

Le 21 janvier le Centre d'Information sur les Luites Anti-impérialistes (C.I.L.A.) a tenu un meeting à Paris pour soutenir le peuple khmer et honorer la mémoire du jeune pa-



triotte Sok Kim Huot, assassiné par la clique fasciste d'Essaro.

L'Humanité Rouge et le Comité de Mobilisation des Résidents de la Cité Universitaire ont participé à cette manifestation.

L'Humanité Rouge avait annoncé par erreur la participation effective du F.U.N.K. (auprès duquel elle s'excuse) alors qu'il ne lui avait donné aucune assurance.

Un message d'excuse du Bureau d'information du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam a été adressé au meeting. Nos amis vietnamiens étant retenus par une énorme activité ne pouvaient envoyer un représentant.



Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

2F Adresse : L'HUMANITÉ ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

EN VENTE TOUS LES JEUDIS
DANS LES KIOSQUES

Supplément gratuit

POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT, UN SEUL MOYEN :

ABATTRE LE CAPITAL

« Ça a assez duré, il faut que ça change » : c'est ce que pensent et disent par millions les travailleurs de notre pays.

Aussi loin qu'on remonte, on a toujours entendu des promesses... le temps d'une élection, et il n'en est jamais resté que du vent.

Des promesses, Pompidou, comme tous ceux qui l'ont précédé, en a fait tant et plus. « Il tient ce qu'il promet », disait l'U.D.R. en 1969 et on sait que les promesses ce n'est pas ce qui a manqué. A qui voulait l'entendre il offrait la « nouvelle société ». Et, une fois de plus, ils nous promettent la Lune... en mars 1973.

De qui se moque-t-on ?

Entre les paroles et la réalité, il y a un abîme. La France capitaliste de 1973, pour les travailleurs, c'est :

● VIE CHÈRE

Chaque famille ouvrière le sait, l'année 1972 a battu les records de la hausse des prix. Pour l'année, à peu près 10 %. Sur tous les airs, Giscard d'Estaing a joué la « valse des étiquettes ». Plan « antihausse », « baisse de la T.V.A. », qu'est-ce que ça a changé ? Les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Et il y a quelques jours on apprenait qu'en février les prix allaient battre tous les records. C'est qu'en vérité, le capitalisme, c'est la vie chère.

● BAS SALAIRES

S'il fallait croire les menteurs, les salaires auraient augmenté encore plus vite que les prix. Mais la réalité c'est qu'un travailleur sur trois ne gagne même pas 1 000 francs par mois, qu'un travailleur sur deux ne gagne pas 1 200 francs. Et il faut s'attendre au blocage des salaires après les élections.

Le capitalisme, c'est les salaires de misère.

● CHOMAGE

Les banquiers qui nous gouvernent, nous parlent de « plein emploi ». A les en croire, le chômage ça n'existe pas. Et pourtant il y a aujourd'hui environ huit cent mille travailleurs sur le pavé.

Le capitalisme, ça a toujours été le chômage, ça le sera toujours. Combien de travailleurs n'ont jamais été chômeurs au cours de leur vie ?

● LONGUES JOURNÉES DE TRAVAIL

Les travailleurs de France ont un triste privilège. La France est le pays d'Europe où la journée de travail est la plus longue : 44,5 heures en moyenne. Elles sont loin les 40 heures arrachées en 1936 !

Chômage pour certains, journées interminables pour d'autres : c'est le capitalisme.

● « ACCIDENTS » DU TRAVAIL

Chaque année, des milliers de travailleurs sont mutilés, d'autres meurent au travail parce que la sécurité des ouvriers ne compte pas, seuls comptent les profits. C'est le capitalisme.

● JUSQU'À 65 ANS...

C'est ainsi que jusqu'à 65 ans les ouvriers doivent donner leur vie aux patrons. Après, tu n'as qu'à mourir doucement avec des retraites scandaleuses : Tu ne vaus plus rien.

LE CAPITALISME, C'EST AUSSI CELA

● Ce sont les femmes qui dans le textile gagnent en moyenne 57 % de moins que les hommes ; 40 à 44 % de moins dans les banques et assurances ; 39 % de moins dans la mécanique de précision ; 21 % de moins dans la métallurgie.

● Ce sont les travailleurs immigrés que l'on menace d'expulsion, qui doivent faire la grève de la faim pour obtenir des cartes de travail.

Qui sont insultés par des chefs racistes et parfois même frappés, comme à la fosse Ledon dans le Nord où ils ont fait grève pendant plusieurs jours pour n'être plus traités pire que des bêtes.

● Ce sont les sœurs Huet, chassées de leur petit atelier de couture et qui font la grève de la faim depuis le 19 décembre pour le droit au travail. Et on les laisse mourir !

● Ce sont les dizaines de travailleurs expulsés de chez eux par les C.R.S. dans le 15^e arrondissement pour que les promoteurs immobiliers s'enrichissent.

● Ce sont les paysans du Larzac chassés de leur terre par l'armée.

ET QUAND ON SE DRESSE CONTRE TANT DE MISÈRES ET D'INJUSTICES, LA BOURGEOISIE ENVOIE SES C.R.S. !

CEUX D'EN FACE

Ce sont Pompidou, ex-directeur de chez Rothschild ; Giscard d'Estaing lié par sa femme au groupe capitaliste Schneider et dont le père est actionnaire de différents monopoles ; Marcellin que le vieux traître Pétain décora autrefois de l'ordre des kollabos : la francisque ; Messmer qui fit carrière dans la Légion ; Pinay qu'on nous présente comme un « jeune premier » alors qu'il fut de tous les mauvais coups portés aux travailleurs depuis quarante ans. Ce sont là les hommes des monopoles qui ont l'Etat entre leurs mains. Cet Etat, c'est l'Etat des monopoles.

Leur camp, c'est celui de la corruption, des trafics en tous genres, du proxénétisme. La loi est faite pour eux, elle légalise et protège leurs crimes. Un Rives-Henrys est en liberté tandis qu'un ouvrier qui travaille « au noir » pour boucler les fins de mois difficiles risque désormais de dix jours à un mois de prison.

ILS SONT PRETS A TOUT

Pour se maintenir au pouvoir, ils ne reculeront devant rien ; lorsque la bourgeoisie se sent menacée, elle est capable des pires crimes. Elle a besoin des tueurs et sa justice leur est clémente.

● Tramon, assassin de l'ouvrier de chez Renault Pierre Overney, militant de « la Cause du peuple » : quatre ans de prison ;

● Valmé, assassin de l'ouvrier Labroche, militant du P.C.F. : deux ans de prison ;

● L'assassin de Marc Lanvin, militant du P.C.F. : libre ;

● Les assassins de Gilles Tautin, militant marxiste-léniniste (U.J.C.M.L.) : libres ;

● Les assassins des ouvriers Blanchet et Baylot : libres ;

● L'assassin de Mohammed Diab : libre ;

● Touvier, le milicien au service de la Gestapo, assassin de Résistants : grâcié par Pompidou.

Ce sont là autant de scandales parmi beaucoup d'autres.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ; tant que le capitalisme durera, l'exploitation et l'oppression dureront. Rien ne sera réglé tant qu'il subsistera.

Travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes de France, tirez-en la leçon : il faut détruire le capitalisme !

CE QUE PROPOSENT LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES



En système capitaliste les élections resteront toujours au profit des capitalistes : changer de gouvernement ou de majorité ne changera rien.

IL FAUT CHANGER DE RÉGIME !

VENDREDI 16 FÉVRIER 1973 à 20 h. 30
SALLE DE LA MUTUALITÉ (Métro Maubert)

MEETING

organisé par **L'HUMANITÉ rouge**

A BAS LA CONSTITUTION DES MONOPOLES !

La Constitution de la V^e République est la Constitution des monopoles. C'est la Constitution la plus réactionnaire que la France ait connue. Faut-il rappeler dans quelles circonstances elle est née ? La Constitution de la V^e a légalisé le coup d'Etat du 13 mai 1958, elle est née de la violence fasciste, elle s'est imposée par la force des armes. Dès juillet 1958 le bureau politique du P. « C. » F. déclarait : « La Constitution... s'attaque aux principes mêmes de la démocratie » et la conférence nationale du P. « C. » F. déclarait : « La Constitution gaulliste assassine la République ». Le P. « C. » F. appela alors à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Et en septembre 1958 on pouvait lire dans « Les cahiers du communiste » : « Respecter les principes de la Constitution gaulliste, c'est approuver De Gaulle » et on en parlait comme d'une « Constitution dictatoriale et monarchique ouvrant la voie au fascisme ». En septembre 1958 se déroula une manifestation contre la Constitution au cours de laquelle de violents affrontements eurent lieu avec la police.

En 1959, dans le numéro 6 des « Cahiers du communisme » on pouvait lire : « La Constitution, l'application qui en est faite, montrent que la préoccupation permanente de ses auteurs est d'éloigner le pouvoir central du peuple, de le soustraire à son contrôle, d'écartier tout obstacle à la politique des trusts ».

Est-ce que quelque chose aurait changé depuis ?

La Constitution de 1958 est le résultat des efforts déployés pendant des dizaines d'années par les cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Le coup d'Etat du 13 mai leur a permis de réaliser leur rêve. Elle enregistre en effet la prise en main de l'Etat directement par les monopoles capitalistes. Le capitalisme monopoliste d'Etat existait certes auparavant depuis la première guerre mondiale, mais les monopoles capitalistes recouraient à une domesticité politique. Cette fois-ci ce furent les banquiers et industriels qui prirent en main, eux-mêmes, les leviers de l'Etat.

La Constitution de 1958 exprime fidèlement sur le plan des institutions la domination des grands monopoles capitalistes. Elle a été faite par et pour les monopoles. Rien ne peut changer si on garde la Constitution. Garder la Constitution, c'est garder le pouvoir des monopoles.

La Constitution donne aux exploités tous les moyens de se maintenir au pouvoir y compris par le recours au fascisme. Aujourd'hui la lutte est entre ceux qui acceptent la Constitution et ceux qui la combattent.

Dans les usines, dans les quartiers, dans les campagnes, dans les facultés unissez-vous pour abattre la Constitution réactionnaire, pour abattre le capitalisme. C'est la voie à suivre pour des changements réels, des changements révolutionnaires.

**Combattez la mystification des élections capitalistes,
rejetez les urnes truquées par la bourgeoisie,
préparez-vous à participer au mouvement révolutionnaire des masses**

ABSTENTION !

LETTRE FRATERNELLE

A tous les militants de base, sympathisants et électeurs du parti communiste français, à tous les travailleurs qui croient encore à des changements possibles par la voie pacifique des urnes.

Camarades !

Nous sommes de vieux militants communistes. Nous totalisons à nous tous des siècles d'activité dans les rangs du Parti communiste français. Nombreux sont ceux d'entre nous qui peuvent se réclamer d'un passé de luttes exigeant d'accepter les plus hauts sacrifices, anciens F.T.P., anciens combattants de la Résistance, anciens déportés dans les camps de la mort, anciens emprisonnés pour leur action conforme à la ligne du Parti, dont vous vous réclamez aujourd'hui et qui fut le nôtre hier.

On vous a dit que nous sommes des « gauchistes », mais cette accusation est fautive. Les « gauchistes » se recrutent dans les rangs de la petite bourgeoisie. Or, dans nos rangs prévaut une importante proportion d'ouvriers organisés politiquement dans leurs entreprises, militants syndicalistes affiliés à la C.G.T., quelquefois à la C.F.D.T. (quand nous avons été injustement écartés de la C.G.T.), mais jamais à F.O. Nous sommes des marxistes-léninistes et nous appartenons au Mouvement communiste international par nos étroites relations avec les camarades chinois et albanais et par nos rapports militants, sur le plan anti-impérialiste, avec les camarades vietnamiens, laos, khmers et d'autres nationalités.

A l'occasion du prochain scrutin législatif, nous désirons nous adresser fraternellement à vous.

Comme nous, vous aspirez à des changements sur tous les plans : politique, économique, social, culturel, etc. Votre but final, c'est le socialisme. Nous sommes convaincus que dans cet objectif vous ne mettez pas le contenu mensonger du faux socialisme des Mitterrand et autres Gaston Defferre, Guy Mollet, etc.

Mais, entre autres questions fondamentales, c'est en particulier sur les moyens de parvenir au socialisme que nous sommes en désaccord avec vos dirigeants. Leur ligne que vous acceptez et soutenez, vise à réaliser une « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ».

Elle trouve son expression dans l'Union de la gauche réalisée aux sommets avec les politiciens « socialistes ».

L'idée d'une possible victoire de cette coalition électorale passée sur la base d'un « programme commun de gouvernement » a gagné certains d'entre vous, d'autres restent sceptiques et inquiets mais s'apprentent à participer au courant électoraliste.

Soyons francs. La conception que vous, militants de base, vous faites de cette victoire, ne triomphera en aucun cas. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie capitaliste n'est nullement disposée à se laisser déposséder de bon gré de ses privilèges de classe.

Réfléchissez, Camarades ! Que se passerait-il en effet en cas de victoire électorale de l'Union de la gauche (qui nous semble d'ailleurs fort improbable) ?

Première éventualité : la bourgeoisie utiliserait les dispositions constitutionnelles, comme Pompidou a déjà menacé de le faire, pour imposer le gouvernement de son choix. Le vote de défiance de la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale ne permettrait pas d'imposer le départ de ce gouvernement, puisque la Constitution institue la toute-puissance du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif.

Camarades ! Consultez tous les textes de votre Parti des années 1958 et 1959 : ils font la démonstration qu'aucun changement n'est possible dans le cadre de cette Constitution « anti-démocratique, monarchique et fasciste » (termes du Bureau politique et du Comité central du P.C.F. à l'époque).

A l'appel du P.C.F., nous avons vo-

té contre cette Constitution, tandis que les « socialistes » aidaient à la faire passer et constituaient, avec Guy Mollet, le premier gouvernement désigné par De Gaulle ! Aujourd'hui vos dirigeants ont pris la grave responsabilité de développer l'illusion que des changements pourraient être arrachés sans détruire cette Constitution. Le programme commun propose certes quelques amendements, mais aucun ne porte sur l'aspect fondamental du rôle antidémocratique du Président de la République. En appelant à accepter le jeu de Pompidou, l'Union de la Gauche s'est interdite toute voie ouvrant réellement des perspectives nouvelles de changement.

Nous sommes convaincus que ce n'était pas là ce que vous désiriez.

Deuxième éventualité : la bourgeoisie utiliserait un autre moyen, dont l'histoire de notre pays fournit de nombreux exemples. Après avoir fait mine de « lâcher du lest », ses agents patentés et bien connus comme tels, vos alliés « socialistes » agiraient une fois de plus pour sauvegarder ses intérêts. Nous ne voulons pas à l'avance dire quelle serait l'attitude de vos dirigeants, mais ce qui est sûr c'est que vous, vous seriez délibérément trahis. Avec l'aide des « socialistes », la bourgeoisie est toujours parvenue à reprendre d'une main ce qu'elle avait dû céder de l'autre. Elus par des majorités de gauche, les politiciens « socialistes » ont toujours gouverné à droite et finalement ramené la droite elle-même au pouvoir. 1936-1939, 1945-1947, 1956-1958, ces dates ne vous rappellent-elles donc rien, Camarades ?

Ce scrutin est truqué d'avance.

Alors ? Que faut-il faire ?

Nous proposons le développement d'une vaste campagne expliquant aux masses de notre pays ce que Lénine expliqua déjà en son temps : il ne saurait y avoir de phase intermédiaire entre le capitalisme monopoliste d'Etat et le socialisme. La prétendue « démocratie rénovée, véritable, avancée » fut activement combattue par le grand dirigeant bolchevique, sous d'autres termes, lorsqu'elle était mise en avant par les sociaux-démocrates de l'époque, par les révisionnistes mencheviks et autres. Pour nous il n'est pas possible de remettre en cause les enseignements fondamentaux de la Révolution d'Octobre 1917. D'ailleurs aucun exemple de victoire du socialisme n'existe en dehors du respect des principes de la voie révolutionnaire d'Octobre.

Nous ne sommes pas pour la « violence » par goût de la violence ! Mais nous savons que pour détruire la violence du capitalisme, il n'est d'autre possibilité que de recourir à la violence révolutionnaire.

Pour préparer l'ouverture de la voie de la Révolution prolétarienne s'impose un long et difficile travail. Mais il importe de commencer par arracher les masses à l'idéologie de la bourgeoisie sous toutes ses formes, y compris le réformisme et le révisionnisme.

Pour cela nous appelons à boycotter ces urnes truquées, nous appelons à démasquer et rejeter l'entreprise de la bourgeoisie qui entend faire cautionner par le peuple la poursuite de sa domination de classe grâce à ces élections législatives. Notre abstention aura la signification d'un refus catégorique de nous

plier à cette Constitution antidémocratique, ultra-réactionnaire et qui interdit toute possibilité de changements réels.

Camarades ! Acceptez que nous vous donnions rendez-vous au lendemain de ces scrutins. Fraternellement, en fonction de la communauté de nos aspirations profondes au socialisme, nous analyserons ensemble les résultats. Réalisant l'unité de la classe ouvrière, non avec Mitterrand ou Defferre, mais entre travailleurs, alors nous aurons à passer à l'impulsion et à l'organisation de très grandes luttes, nous efforçant de démontrer aux grévistes la nécessité de passer à un niveau supérieur en dépassant le caractère économique et social, pour accéder aux revendications et combats politiques indispensables. Notre lutte sera longue et difficile mais finalement victorieuse.

Unissons-nous, Camarades, sur une base de classe, pour la lutte classe contre classe.

Pour démontrer partout le caractère de classe de cette Constitution, pour préparer l'assaut ultérieur contre tout ce qui l'incarne, pour préparer sur la base du marxisme-léninisme la Révolution prolétarienne qui seule permettra les changements durables auxquels nous aspirons !

Vive le socialisme, garanti par la dictature du prolétariat !

Brandissons plus haut que jamais le grand drapeau rouge de la glorieuse Révolution d'Octobre 1917 !

Des militants qui ont fondé en décembre 1967 le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, interdit le 12 juin 1968 par De Gaulle et Pompidou.

De Blum à Mitterrand, des politiciens antiouvriers

Depuis cinquante ans, les dirigeants « socialistes » ont été de tous les mauvais coups contre les travailleurs de France et les peuples opprimés par l'impérialisme français.

1938 : Blum liquide le Front populaire après avoir étranglé la République espagnole.

1939 : Le « socialiste » Sérol, ministre de la Justice, proclame la peine de mort contre toute personne suspecte de propagande communiste.

1947 : Les « socialistes », à la tête du gouvernement, répriment sauvagement les grèves ouvrières.

1948 : Les « socialistes », sur ordre des capitalistes américains et à l'aide de leurs dollars, organisent la scission syndicale de Force ouvrière.

Qui encouragea la sale guerre d'Indochine et intensifia la guerre contre le peuple algérien ? Les « socialistes ».

Qui approuva l'O.T.A.N., instrument d'agression de l'impérialisme américain ? Encore les « socialistes ».

Qui alla chercher de Gaulle en 1958 ? Guy Mollet, le chef de file de la S.F.I.O.

Jules Moch, l'homme de la sanglante répression anti-ouvrière de 1947, a bien raison de dire de son Parti qu'il « apparaît dans les démocraties comme le plus solide rempart contre le communisme » !

Et c'est avec un tel parti que le P.C.F. a signé un programme de gouvernement, malgré les expériences du passé si douloureuses pour les travailleurs.

Un parti qui reste atlantiste et pro-américain, par ses liens internationaux comme par le « Programme commun » qui maintient la France dans l'O.T.A.N.

Un parti qui s'affirmait en 1958 « à la proue de la V^e République » et qui le demeure, puisque le Programme commun conserve la Constitution gaulliste.

QUI EST MITTERRAND ?

C'est le pire anticommuniste. C'EST L'HOMME DES AMERICAINS. Quand les communistes tombaient sous les balles nazies pour défendre la patrie profanée, Mitterrand était décoré de la Francisque par Pétain (sous le n° 2202), en récompense de son dévouement au régime pétainiste dont il était le délégué du Service national des étudiants, à Vichy.

Ministre de la IV^e République, il fait guillotiner le communiste Fernand Yveton qui, en dépit des directives contraires de son Parti, rejoignit les rangs du F.L.N. algérien. Voilà quel sort Mitterrand réservait aux communistes, quand ils étaient authentiquement communistes.

Mitterrand, c'est le colonialiste, le fauteur de guerre, qui proclama à propos de l'Algérie : « La seule négociation, c'est la guerre ! »

Mitterrand, l'anticommuniste et le pro-américain, n'a pas changé. Il le proclame haut et fort. Par exemple dans son dernier livre La Rose au poing, où il trace un odieux parallèle entre Hitler et Staline :

« J'avais vingt ans quand l'Europe, fouettée à vif, fouettée à mort par Hitler, Mussolini, Franco, Staline, et rendue folle, avait sombré ».

Il écrit que son camp est toujours le même : celui de l'Amérique, celui de la bourgeoisie :

« J'ai combattu les communistes et je recommencerais si l'Histoire recommençait (c'est clair !). Quand ils ont opté pour l'Est et le Pacte de Varsovie, j'ai choisi l'Ouest, l'Alliance atlantique et la construction européenne. Je n'oublie pas ce que doit ma liberté aux Etats-Unis d'Amérique. Peut-être ai-je de cette liberté une conception bourgeoise. Mieux vaut avouer que je n'ai pas l'intention d'en changer. » (p. 24).

A la veille du scrutin de mars, chaque travailleur doit se pénétrer de cette vérité : voilà l'homme qui veut

piper nos voix pour appliquer son programme capitaliste et pro-américain.

Car depuis cinquante ans, les dirigeants « socialistes » n'ont cessé de vouloir piper les voix des travailleurs pour accéder au pouvoir. Mais aujourd'hui, quel appui n'ont-ils pas trouvé en la personne de Marchais ! Lui et les dirigeants du P.C.F. ont véritablement redonné souffle au Parti socialiste. Moribond en 1969 (avec 6 % des voix), le Parti socialiste est en passe de recueillir plus de suffrages que le P.C.F. en 1973. Tel est le prix du reniement des principes, tel est le prix du révisionnisme.

Les dirigeants du P.C.F. ont adopté à 100 % les positions et la politique réactionnaires de Mitterrand, en signant avec lui un programme qui ne remet pas en cause le capitalisme. Alors Mitterrand se sent les mains libres et c'est lui qui mène la danse. Quand il veut cesser la polémique avec Pompidou sur la Constitution, Marchais acquiesce. S'il invite Golda-la-criminelle et ses amis pro-américains, Marchais ne dit mot. S'il fait de l'anticommunisme ouvert, Marchais ne bronche pas. Personne ne peut nier ces faits.

A la veille du scrutin de mars, chaque travailleur doit comprendre que voter pour l'« Union de la gauche », c'est, en tous les cas, voter pour Mitterrand, l'homme des Américains, l'assassin des communistes, le politicien anti-ouvrier et anti-populaire.

Non au banquier Pompidou ! Non au politicien Mitterrand !

Refusez le mensonge des urnes capitalistes !

Abstention ! Préparez-vous à de véritables luttes pour des changements réels, dans les usines, dans les quartiers, dans les campagnes !

Seule la Révolution prolétarienne permettra de satisfaire les intérêts des travailleurs.

Le dossier noir de l'électoratisme :

LA FRAUDE ELECTORALE

L'article que nous publions ici illustre un des aspects secondaires, extrêmement révélateurs, de la mystification électorale. En système capitaliste, c'est-à-dire tant que dure la dictature bourgeoise, des élections représentatives de la volonté populaire sont une grave illusion. Toute l'histoire de notre pays depuis plus d'un siècle est là pour l'illustrer. La cause fondamentale en est le formidable appareil de propagande et d'assujettissement idéologique dont dispose la classe dominante (de l'école à la télévision) : la bourgeoisie dispose de tous les pouvoirs et tous ses pouvoirs visent à lui assurer ce fondamental « contrôle » de l'opinion. Cependant, au cours du cirque électoral, les divers partis en présence se livrent à un « combat » où les électeurs sont une masse de manœuvre. Dans cet affrontement où l'on se moque en réalité, la fraude est chose courante. Depuis la « fraude » légale que constitue la violation de la représentation proportionnelle jusqu'aux manipulations dont parle notre article.

« Le suffrage est toujours universel, égal et secret » proclame solennellement l'article 3 de la Constitution.

Mais la réalité est tout autre. C'est ainsi que le « rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République » a admis devant l'Assemblée Nationale le 12 décembre dernier que « c'est un fait que la fraude électorale tend à se répandre et croît aussi en gravité... Le risque est donc bien réel de voir fausser de plus en plus souvent et de plus en plus gravement le jeu démocratique ».

Quel aveu !

La tentation est si grande et le mal si profond que la fraude électorale prend, dans notre pays, les formes les plus variées.

I. — LE DECOUPAGE DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES :

Le dernier découpage remonte à 1958. Il a été réalisé par et pour le gaullisme, agent électoral du grand capital. Il est donc essentiellement au service de la haute bourgeoisie monopoliste qui s'efforce de limiter au maximum la représentation de la classe ouvrière au Parlement. La Seine-St-Denis par exemple, département le plus ouvrier de France, n'a que 9 députés pour 1.300.000 habitants, soit 1 député pour 140.000 alors que la moyenne nationale est de 1 député pour 100.000 habitants et que très nombreuses sont les petites circonscriptions rurales où il y a 1 député pour 30.000 habitants seulement.

Maintes fois l'opposition a réclamé la révision du découpage, alors surtout que depuis 1958 notre population s'est rapidement urbanisée et prolétarisée à la faveur de l'exode rural. Mais la bourgeoisie en place refuse tout changement, sachant mieux que quiconque l'avantage considérable qu'elle en tire !

II. — L'INTERDICTION DE PARTIS POLITIQUES PEU AVANT LES ELECTIONS :

Le dernier cas en date est celui de la dissolution le 12 juin 1968, soit onze jours avant le premier tour des fameuses législatives, de onze organisations révolutionnaires et progressistes, dont le jeune Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, qui s'apprétaient à mener une lutte sévère contre l'électoratisme et pour l'abstention. Ce n'était naturellement pas l'aspect principal de la dissolution, mais sa date montre bien que c'était à coup sûr, dans l'immédiat, l'un des aspects secondaires. Il suffit de se rappeler que peu avant, De Gaulle avait dû renoncer à son projet de référendum.

III. — LE MODE DE SCRUTIN CHOISI :

Depuis 1958 encore, la bourgeoisie monopoliste impose le scrutin majoritaire uninominal qui est, de notoriété publique, beaucoup moins favorable à l'opposition que le scrutin à la représentation proportionnelle pratiqué à la Libération puis,

sous une forme déjà atténuée, sous la IV^e République.

IV. — LE CHANTAGE A LA DEMISSION, AU CHAOS, comme le pratiquait De Gaulle avec le cynisme que l'on sait, et comme tente de le faire son émule Pompidou.

V. — LA DIFFUSION, IN EXTREMIS, DE FAUSSES NOUVELLES tendant à discréditer l'adversaire qui n'aura pas le temps de répliquer, ce qui est d'usage courant.

VI. — LA PRESENTATION DE LISTES DE CANDIDATS FICTIVES lors des élections municipales pour dissuader des adversaires de former une autre liste ou pour influencer sur la désignation des assesseurs du bureau de vote.

VII. — LA CORRUPTION qui consiste à séduire des électeurs grâce à des avantages divers qu'un candidat leur procure dans le but évident de gagner ainsi leurs voix. Fréquemment employée mais pas toujours décelable, elle apparaît comme une fraude particulièrement pernicieuse. Sa forme la plus ancienne et la plus répandue est la distribution gratuite mais sélective de boisson, de nourriture, de combustible de chauffage domestique, etc. L'achat pur et simple du vote par l'argent liquide en est la forme la plus crue et la plus scandaleuse : des fonds publics sont parfois utilisés à cette fin. S'y rattachent les offres ou les promesses de promotions, de décorations, d'emplois publics ou privés (notamment par d'hypothétiques créations d'usines, ce qui est très à la mode) etc.

VIII. — LES PRESSIONS ET LES CONTRAINTES PHYSIQUES OU MORALES constituent une atteinte suprême à la liberté de vote puisqu'elles ont pour objet, par le recours à la violence, soit d'empêcher l'électeur de voter comme il l'entendait soit de l'obliger à voter en faveur d'un candidat particulier. Nous pouvons distinguer les pressions gouvernementales et administratives de toutes sortes exercées par les préfets et les divers services de police, la pression spirituelle d'une partie du haut clergé, les pressions patronales comme chez Citroën et Simca et celles des divers hommes de main des C.D.R., du S.A.C., des nervis de la Réunion. D'ailleurs, pour ce qui concerne la Réunion, « fief » de Debré, l'article L 342 du code électoral prévoit formellement que n'y sont pas applicables les dispositions qui interdisent et punissent l'entrée en armes dans les bureaux de vote, ce qui permet le plus légalement du monde et sans aucune sanction toutes les manœuvres et violences : enlever les urnes et les remplacer par d'autres, falsifier les procès-verbaux, supprimer les isoloirs, expulser les mandataires de l'opposition, les frapper, terroriser les électeurs, les expulser au moment du dépouillement, etc. Mais il existe d'autres procédés plus ingénieux et surtout plus efficaces et plus sûrs par lesquels les frau-

deurs confectionnent eux-mêmes les résultats et déterminent le ou les candidats élus. On trouve :

IX. — LE VOTE DES MORTS, DES ABSENTS ET DES EMPECHES :

Il s'agit, grâce à une habile manipulation des listes électorales, de faire voter les morts et les absents qui demeurent inscrits, soit par l'intermédiaire d'un complice qui vote plusieurs fois (vote multiple) soit directement par le bourrage des urnes, c'est-à-dire que s'il y a 100 personnes décédées ou absentes toujours inscrites, 100 enveloppes sont placées de force dans l'urne en faveur du seul candidat fraudeur, les listes électorales étant émargées avec de fausses signatures. Cette pratique, courante à Marseille et dans quelques autres villes, est connue sous l'expression « faire le tobogan ». On peut aussi voter à la place des personnes âgées ou malades dont on sait qu'elles ne se déplaceront pas... ou même de « personnes fictives » qui n'existent pas à l'Etat Civil et dont le nom a été créé de toute pièce pour être porté sur la liste électorale.

Ces pratiques, connues en métropole, sont particulièrement répandues en Corse et, à plus grande échelle encore, dans les territoires et départements d'outre-mer, où l'établissement des listes électorales n'est pas contrôlé par l'I.N.S.E.E. En Corse (où il y a beaucoup de personnes absentes parce que vivant hors de l'île), la fraude se réalise le plus souvent à la faveur des votes par correspondance : les fraudeurs se substituent aux électeurs éloignés et votent par correspondance à leur place. A Djibouti, l'administration procède au bourrage des urnes en profitant de l'analphabétisme des populations et de la complicité de certains chefs de tribus nommés et rétribués par

le pouvoir colonial qu'elle charge de déposer en bloc dans les urnes les seuls bulletins des candidats officiels. C'est ainsi qu'au dernier référendum il y a eu 91 % de votants (dont 98,65 % de oui) dans l'ensemble du Territoire des Afars et des Issas alors qu'en métropole le chiffre des votants a été de 60,5 % (dont 68 % de oui).

Les chefs de tribus qui refusent sont sanctionnés. A la Réunion, il est fréquemment procédé à la substitution pure et simple de l'urne par une autre préalablement remplie avec les seuls « bons » bulletins. Il arrive ainsi parfois que le nombre des suffrages prétendument exprimés dépasse largement celui des électeurs inscrits ! Aux dernières élections municipales, il a été dénombré dans un bureau de vote de Corte (Corse) 4 950 voix alors que le nombre des électeurs inscrits dans ledit bureau n'était que de 2 621.

X. — LA FALSIFICATION DES RESULTATS DU SCRUTIN, par la substitution de bulletins, l'attribution ou l'annulation abusive de bulletins en faveur du fraudeur ou au détriment de son adversaire, enfin le maquillage pur et simple des procès-verbaux par des rectifications ou des surcharges ayant pour objet de modifier les résultats réels déjà enregistrés.

Tels sont donc les divers moyens et procédés utilisés pour tromper les électeurs et fausser les votes.

Tel est le véritable visage de la prétendue « démocratie » dans laquelle nous vivons.

On voit que la fraude n'a rien d'un mythe.

Ce n'est pas non plus du folklore. C'est une attitude délibérée de la bourgeoisie !

A bas les mystifications de l'électoratisme !

Prise de position en faveur de l'abstention

Après les personnalités et organisations dont nous avons annoncé les prises de position pour refuser la mystification électorale, nous avons relevé un article de Gilbert Mury dans la Tribune du 4 Mars publiée par Le Monde. Après avoir démasqué la position des Trotskistes, ce militant déclare :

« Les marxistes-léninistes... ne peuvent oublier que le vote est un acte politique, c'est-à-dire un acte qui traduit la position de chaque organisation, de chaque militant sur la question du pouvoir d'Etat.

C'est précisément sur ce point que le programme commun de la gauche trahit sans discussion possible les enseignements de l'histoire ouvrière, tels que les formulaient déjà les classiques du marxisme. »

Ensuite Mury cite ce que dit le programme commun sur l'armée, pour apporter un exemple concret de la trahison qu'il a dénoncée.

La conclusion de cet article mérite d'être rapportée :

« Le débordement éventuel de l'union des gauches par les mas-

ses ne se ferait qu'au prix d'une âpre lutte contre les trois partis qui la composent. La défense de l'ordre — de l'ordre bourgeois — a été, en 1968, le fait de Seguy et de Marchais autant que de Marcellin. Qui mènera l'action contre l'aile droite ou l'aile gauche du régime bourgeois en place : ceux qui auront accepté de tomber dans le piège de l'alternance, de jouer les travaillistes contre les conservateurs, ou ceux qui auront démasqué dans l'action les porteurs du mensonge électoral ? »

L'attitude de Gilbert Mury présente d'autant plus d'importance que l'on connaît son passé de longue durée dans les rangs du Parti communiste français, où il eut notamment la responsabilité de diriger le Centre d'Etudes et de recherches marxistes (C.E.R.M.).

Signalons encore qu'un petit groupe de militants se référant au marxisme-léninisme et publiant « Le Travailleur » a adopté une position « contre le capitalisme, le révisionnisme et l'électoratisme ». Si comme nous le pensons ces militants sont toujours ouvriers à l'usine Renault, nous souhaitons que leur travail dans le sens qu'ils ont adopté porte les meilleurs fruits possibles.

PROGRAMME COMMUN ET DOUBLE HÉGÉMONIE AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Nous avons à plusieurs reprises insisté ici sur le caractère profondément démagogique et mystificateur du Programme commun de gouvernement du Parti socialiste et du Parti révisionniste français. Nous ne reviendrons donc pas sur cet aspect essentiel qui vise à duper les masses populaires de notre pays en leur promettant des « changements réels » dans le cadre du système capitaliste maintenu : le pouvoir que se proposent d'instaurer Mitterrand et Marchais n'a rien à voir avec un pouvoir des travailleurs. Pour autant est-ce à dire que les dirigeants des Partis socialiste et révisionniste ne souhaitent pas de « changement » ? Loin de là. Leur opposition à la majorité U.D.R. et Cie représentative des intérêts des monopoles capitalistes français est réelle. Si les uns comme les autres sont d'accord pour maintenir en France le système capitaliste, si les uns comme les autres sont d'accord pour maintenir la Constitution de la V^e République garante des intérêts bourgeois contre le peuple, il n'en reste pas moins que dans la situation actuelle ces deux pôles de la réaction se livrent une bataille acharnée.

D'où vient cette contradiction ? Ce n'est pas une contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il ne s'agit pas essentiellement non plus d'une contradiction entre la petite et moyenne bourgeoisie et la fraction monopoliste de la bourgeoisie capitaliste. Certes, le « Programme commun » donne la part belle aux capitalistes non monopolistes ainsi qu'aux ingénieurs, cadres et techniciens avec le mirage d'une « démocratie économique », cette fiction d'un possible retour en arrière d'un siècle. Cependant, nous savons très bien qu'une telle société capitaliste pré-monopoliste est un canular... Marchais et Mitterrand aussi.

La France impérialiste face au deux super puissances

Depuis 1958, les monopoles capitalistes français, sous la houlette du général de Gaulle, ont décidé de travailler pour leur propre compte. Liés jusqu'alors étroitement tant du point de vue économique que militaire aux Etats-Unis, les monopoles capitalistes français payaient chèrement le prix de cet assujettissement. Le danger de révolution prolétarienne, momentanément écarté du fait de la trahison révisionniste, la base économique reconstituée après le lourd handicap de la seconde guerre mondiale, cet état de dépendance présentait pour les monopoles français plus d'inconvénients que d'avantages.

Lénine a souligné que la loi fondamentale de l'impérialisme c'est le profit maximum. Dans cette course au profit maximum, l'impérialisme français et les autres impérialismes européens et japonais se heurtent maintenant à la double hégémonie américaine et soviétique. Depuis plusieurs années les deux super-puissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., devenue social-impérialiste du fait de la restauration du capitalisme, se sont partagées le monde en sphères d'influence en même temps qu'elles rivalisent partout pour posséder l'hégémonie. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine sont à l'heure actuelle un théâtre très important de leur rivalité. C'est à qui contrôlera et pillera le plus de richesses.

Mais les pays capitalistes d'Occident et

En utilisant les aspirations de ces couches non prolétariennes, le Programme commun reflète la contradiction réelle qui oppose ces couches et catégories sociales à la bourgeoisie monopoliste. Cependant, s'il se sert du mécontentement de ces couches, s'il s'appuie sur le désir de ces catégories sociales de jouer un rôle de direction à la mesure de leur rôle dans la gestion et le fonctionnement de l'économie capitaliste, il n'en reste pas moins que le « Programme commun », ce n'est pas le pouvoir de la bourgeoisie non monopoliste.

Au stade où est parvenue dans notre pays la concentration capitaliste, alors que depuis près de 60 ans la France est dominée par le capitalisme monopoliste d'Etat, un tel pouvoir est un mythe. L'Etat capitaliste contrôle à l'heure actuelle de larges secteurs de l'économie pour le compte des monopoles. En supposant que demain l'Union de la Gauche dirige le pays, l'Etat cessera-t-il d'être un Etat capitaliste monopoliste ? Non ! Que les monopoles capitalistes aient des propriétaires privés ou qu'ils soient contrôlés par un propriétaire collectif au nom de l'Etat ne change rien à l'affaire. Le produit de l'exploitation de millions de travailleurs par l'Etat des capitalistes revient toujours à la même classe dirigeante qui contrôle l'Etat.

Ainsi, la politique qu'appliqueraient les socialistes et les révisionnistes ne saurait être autre chose qu'une politique de bourgeois monopolistes, une politique capitaliste bureaucratique.

Mais alors, où réside la contradiction fondamentale qui oppose majorité et « Union de la Gauche » ?

La réponse se trouve dans un examen attentif de la situation internationale et du « Programme commun de gouvernement ».

d'Orient constituent un secteur de convoitises non moins grandes. En Europe notamment, les deux super-puissances se livrent à des complots effrénés pour maintenir et étendre leur contrôle.

Ainsi, les monopoles capitalistes français, comme les autres capitalistes monopolistes d'Europe sont-ils conduits nécessairement (quoique à des degrés variables suivant les pays) à s'opposer à la co-hégémonie américano-soviétique, de par la menace qu'elle constitue sur les pays d'Europe et les restes de leurs empires coloniaux, et de par l'entrave qu'elle constitue sur le plan international au développement de leurs appétits impérialistes. C'est ainsi, par exemple, que le voyage de Pompidou à Djibouti ou la réaffirmation de la « présence » française en Afrique, sous le couvert de la défense de la francophonie, doivent être compris.

Dans la situation actuelle, il n'est pour les monopoles capitalistes français qu'une voie et une seule pour défendre et tenter d'étendre leur contrôle politique, économique et militaire : cette voie, c'est celle de l'opposition à la double hégémonie mondiale, en particulier par la constitution d'un géant capitaliste européen : c'est pour cette raison que Pompidou a fixé l'échéance de la constitution de l'Europe politique à une date très proche : 1982.

... et l'Union de la gauche

Quant à « l'Union de la Gauche », dont on sait qu'elle est représentée par l'alliance d'un ami des impérialistes U.S., Mitterrand, et d'un fidèle des révisionnistes soviétiques, quelle est sa ligne politique face aux deux super-puissances ?

Les réponses essentielles se trouvent dans la quatrième partie du « Programme » qui s'intitule « Contribuer à la paix et développer la coopération internationale ».

La politique internationale

Alors que la cause fondamentale qui empêche le monde de connaître la tranquillité c'est la collusion et la rivalité des deux super-puissances, comment socialistes et révisionnistes contribueraient-ils à rétablir et à consolider la paix ?

Par la réduction effective et contrôlée des armements, répond le « Programme ». Or, que veut dire réduction des armements en Europe, alors que les petits et moyens pays d'Europe ont déjà une puissance militaire des centaines de fois inférieure à celle des impérialistes américains et soviétiques ? Cela ne veut rien dire d'autre que l'affaiblissement accru des petits et moyens face aux deux super-puissances. Car il est facile de comprendre que la réduction égale de forces inégales n'abolit pas cette inégalité. Dès lors, il ne s'agit rien de moins que de désarmer les pays d'Europe face aux appétits des deux super-grands en échange de promesses de « coopération et d'entente ». Comme si « un climat de confiance » anéantissait le caractère expansionniste de l'impérialisme !

Quant à la situation dans le reste du monde, rien. Le « Programme » se

contente « d'orienter son action vers l'arrêt de la guerre au Vietnam » et surtout il « fondera son activité pour la sécurité au proche-Orient sur la Résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 », autrement dit sur le plan Rogers qui sanctionne la collusion soviéto-américaine pour maintenir le statu quo au Moyen-Orient et spolier le peuple palestinien (que le texte appelle d'ailleurs peuple arabe de Palestine, ce qui n'est pas sans importance (1)). Voilà, c'est tout sur le plan international. Rien sur le réseau des bases du social-impérialisme soviétique qui s'étendent de la Méditerranée à l'Océan Indien, en passant par la mer Rouge et le golfe Persique. Rien sur les bases de l'impérialisme américain dans le Pacifique, en Asie, en Amérique Latine, rien sur la juste revendication des Etats latino-américains des eaux territoriales portées à 200 miles marins, rien sur le juste mot d'ordre de certains Etats riverains de la Méditerranée, tels l'Algérie ou l'Albanie, qui réclament la Méditerranée aux méditerranéens, c'est-à-dire l'interdiction de la Méditerranée aux flottes américaines et soviétiques qui y font peser un danger permanent, etc.

La défense nationale

Et pourtant, la Méditerranée, par exemple, cela concerne directement la France, non ? Mais socialistes et révisionnistes n'en sont pas préoccupés. Pour eux, les flottes américaines et soviétiques sont sans doute un facteur de paix. A tel point, que les premières mesures d'un gouvernement d'Union soi-disant Populaire consisteraient à « renoncer à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ! »

De plus, un tel gouvernement adhérerait aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires (traité de Moscou). Cela veut dire, compte tenu que les deux super-puissances n'ont plus besoin d'expérimenter des explosifs nucléaires qu'ils possèdent en quantité prodigieuse, la reconnaissance de la domination américano-soviétique. Ainsi, sous couvert « pacifiste », le Programme commun n'envisage-t-il rien d'autre que d'obtempérer à la volonté des deux plus grands impérialismes. De même, sous couvert d'une mesure démagogique et apparemment sociale, la réduction du service militaire, le « Programme socialiste révisionniste » ne cherche qu'à désarmer totalement notre peuple, à le rendre incapable de se servir des armes pour se défendre d'une agression impérialiste. Aucun régime révolutionnaire n'a jamais appliqué une telle politique en matière de défense nationale. Par contre, tout régime révolutionnaire a toujours armé le peuple et lui a enseigné à se servir des armes contre tout agresseur.

La guerre, c'est la continuation de la politique sous d'autres formes. C'est pourquoi la politique d'un gouvernement en matière militaire est pleine d'enseignement. Et la ligne militaire du « Programme commun » nous permet d'affirmer que son but politique est le désarmement de la France face aux deux super-grands. Et il y a plus précis dans le « Programme » :

« "le gouvernement" indiquera dans sa déclaration d'investiture sa volonté de pratiquer en toutes circonstances — dans le respect des alliances actuelles de la France — une politique indépendante des blocs militaires. »

Dans le respect des alliances actuelles, qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement dans le respect de l'alliance privilégiée qui unit la France aux Etats-

Unis, l'alliance atlantique. Ainsi, l'impérialisme dominant dans notre pays, les signataires du Programme commun l'ont décidé, ce sera l'impérialisme U.S. Cela est précisé lorsqu'il est indiqué : « **Tout en refusant de réintégrer l'O.T.A.N. (ce serait un peu gros - NDLR), la France ne s'interdira pas de conclure, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression.** »

Ainsi le Programme commun n'est rien d'autre que le reflet des visées des deux super-puissances sur la France, rien d'autre qu'un retour de vingt ans en arrière quand l'impérialisme U.S. ne rencontrait aucun obstacle du gouvernement français à son contrôle de l'Europe occidentale et de la France, alors gouvernée par des socialistes. C'est la tentative de soumettre le développement des monopoles capitalistes français aux intérêts américains et la politique de la France aux deux super-puissances.

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous pensons que le peuple de notre pays, pour conserver l'indépendance nationale et la consolider, ne peut compter que sur ses propres forces.

Ce ne sont pas les représentants des monopoles français qui peuvent le garantir, même si leurs intérêts les opposent aux deux super-puissances, ils n'hésiteront pas à vendre le pays à l'impérialisme étranger en cas de révolution prolétarienne en France, ce ne sont pas non plus les dirigeants socialistes et révisionnistes, liés aux deux gendarmes internationaux, qui le feront. Seul, le peuple est vraiment patriote, seul le peuple, prolétariat en tête, saura s'opposer à toute tentative impérialiste étrangère de dominer notre pays. Ce n'est pas, à terme, la bourgeoisie impérialiste française, mais le prolétariat qui sauvera la France.

Henri JOUR.

(1) En effet, les sionistes se sont servis de l'argument selon lequel les Palestiniens étaient des arabes, pour justifier leur occupation de la Palestine. C'est ainsi qu'ils règlent le « problème des réfugiés palestiniens » en ne leur permettant pas de regagner leurs terres occupées sous prétexte qu'ils peuvent bien s'installer dans les pays arabes « puisqu'ils sont arabes ».

PAYSANS EN LUTTE

LA BATAILLE DU LAIT REBONDIT

Juin 1972. Rappelons-nous : la « guerre du lait » occupe la une des journaux. Las de clamer leurs revendications dans le vide, les petits paysans producteurs de lait sont passés à l'action, un peu partout en France, et particulièrement dans les départements bretons.

La mobilisation est extraordinaire. Pendant plus de quinze jours, plusieurs centaines de camions de ramassage de lait, appartenant aux industriels laitiers et aux grosses coopératives, étaient bloqués dans les campagnes et les usines. La solidarité dans la lutte contre l'exploitation commune s'approfondissait entre petits paysans et ouvriers des industries laitières.

Pour les petits paysans, une seule revendication : le paiement du lait à son prix de revient réel, seul façon de leur assurer un revenu au moins égal au S.M.I.C., tout juste suffisant pour survivre.

Les manifestations de l'été dernier s'étaient révélées payantes. Une série d'accords signés prévoyait le paiement du lait à 59 centimes le litre pendant les mois d'été.

Mais jamais les industriels laitiers n'ont respecté ces accords ! Le tarif toujours très en dessous (environ 10 centimes) du prix de revient calculé dans une exploitation moyenne. De plus, les petits paysans insistent pour que le prix

de référence utilisé soit celui de la qualité C, qui correspond à un lait sain et de bonne qualité.

Les petits paysans dénoncent leurs faux représentants

Il y a belle lurette déjà que les petits paysans ont compris que les gros exploitants capitalistes qui dirigent la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) sont leurs ennemis et non leurs porte-parole, comme ils osent le prétendre. Ils l'avaient compris mieux encore pendant l'été dernier où leurs actions avaient été dénoncées par ce « syndicat ».

C'est pourquoi, lorsque la F.N.S.E.A. a décidé une « journée nationale » bidon pour « solliciter » un relèvement des prix agricoles, en lançant un appel à ses adhérents pour « éviter toute action sauvage », la réponse des producteurs de lait ne s'est pas fait attendre.

Le 10 janvier, 48 heures avant la fameuse « journée nationale », plusieurs milliers d'agriculteurs, mobilisés en quelques heures, se sont rassemblés à Pontivy, Guiscriff, Auray, Malestroit, etc., bloquant pendant plusieurs heures les camions de ramassage du lait.

Plusieurs mots d'ordre étaient aussitôt peints au goudron sur les camions immobilisés, réclamant notamment :

« 0,70 F tout de suite ! ». Pendant ce temps, des centaines de tracts étaient distribués aux automobilistes de passage, dans lesquels les petits paysans expliquaient leur action.

Dans l'après-midi, un petit meeting se réunissait devant la demeure du Secrétaire d'Etat à l'équipement, maire de Carnac, le sieur Bonnet. Des camions de lait étaient bloqués dans son parc. Une motion destinée au ministre était adoptée à l'unanimité :

« Les petits producteurs... vous remettent à cet effet quelques documents rappelant brièvement leurs revendications et le motif de leur mécontentement actuel, dû en grande partie à l'exploitation dont ils sont victimes de la part des grosses entreprises laitières et du laisser-faire dans lequel se complaisent les Pouvoirs Publics.

Ils ne sont pas dupes des manœuvres et des déclarations de certaines personnalités politiques qui, en période pré-électorale, cherchent à s'attirer les sympathies d'un plus grand nombre d'électeurs.

Ils exigent pour l'immédiat des mesures concrètes répondant à leurs revendications. »

A titre d'avertissement

Un représentant syndical du Morbihan, après avoir violemment critiqué le prési-

dent de la F.N.S.E.A., Debatisse, « de connivence avec les Pouvoirs Publics », a expliqué le sens de ces nouvelles manifestations :

« Celles-ci avaient pour but de réaffirmer aux transformateurs et aux Pouvoirs Publics notre détermination d'obtenir le paiement du lait à son prix de revient.

Compte-tenu de la mauvaise récolte de maïs et de l'augmentation considérable des charges et du prix de l'aliment du bétail en particulier, les producteurs voient donc leur prix de revient s'élever anormalement... »

Cette opération surprise et volontairement limitée doit être comprise comme un avertissement aux transformateurs et aux Pouvoirs Publics.

LES PRODUCTEURS SONT BIEN DECIDÉS A AGIR PARTOUT ET A TOUT MOMENT POUR OBTENIR :

- Un revenu minimum garanti ;
- Le respect du prix de revient pour les productions animales ;
- La qualité C comme prix de base du lait ;
- Le blocage du prix de l'aliment du bétail.

Par notre action d'aujourd'hui, nous montrons que nous sommes décidés à améliorer notre situation par tous les moyens. Nous sommes mobilisés et déterminés, comme au mois de mai. »

A bon entendeur, salut !

Sur la route avec les paysans du Larzac

« Debré a pensé qu'il pourrait jouer avec nous comme avec des pions. Nous ne l'accepterons pas. Nous n'accepterons jamais le diktat du prince. »

C'est avec cette farouche détermination que les 26 tracteurs, représentant les 103 familles de paysans expropriés par l'armée au service du grand capital, ont quitté le Larzac pour leur longue montée sur Paris.

Partout, ils ont rencontré un accueil extraordinaire. Leur juste cause et leur volonté de se battre jusqu'au bout leur ont gagné la sympathie et le soutien actif de tout le peuple.

Depuis les 15 000 manifestants qui les attendaient à Millau jusqu'à ceux d'Orléans et de Paris, les témoignages enthousiastes et chaleureux se sont multipliés.

A chaque étape, escortés par les tracts des comités paysans d'accueil, qui se relayaient d'un village à l'autre, salués par les cheminots qui faisaient siffler leurs trains et agitaient les bras au passage, nourris et logés par les habitants, les paysans du Larzac ont expliqué leur combat.

Conférence de presse, meetings, débats, distributions de tracts se sont succédés sans interruption à tous les points de passage. Cependant que dans l'ensemble de la France, les manifestations de solidarité se multipliaient : 3 000 manifestants à Nantes, 2 000 à Toulouse, et à Caen, Tarbes, Carcassonne, Valence, Rodez, Orléans, Paris...!

Et pendant tout ce temps, les discussions fleurissaient, les idées bouillonnaient, s'échangeaient. Et la compréhension grandissait chez

tous. Compréhension de l'injustice subie, de l'exploitation et de l'oppression du plus grand nombre. Compréhension de la servilité de la mensongère O.R.T.F. ; du fait aussi que ce pouvoir, cette armée, qui chassent les petits paysans de leur terre, ne sont pas ceux du peuple, mais bien ses ennemis ; qu'ils cherchent à s'organiser pour lui porter de nouveaux coups quand il secoue ses chaînes et crie sa colère.

Compréhension enfin que le sort des petits paysans est profondément lié à celui de la classe ouvrière, ainsi que le souligne fortement l'une des interventions du meeting final :

« A force de tirer la queue du chien, il finit par mordre. Il a mordu. Il y a sur le Larzac 520 personnes qu'on veut chasser de leurs terres. Au moment où nous partions, il y avait 2 000 chômeurs partiels à Millau. La ville n'est pas grande. C'est un pas de plus vers la mort... »

... On nous a fait des promesses, mais tous les faits empêchent de croire à ces promesses. C'est de l'hypocrisie et on prend les paysans pour des imbéciles !

Ce qui nous est arrivé nous a aidé à comprendre la souffrance des ouvriers, des petits commerçants. A la Samex, pour calmer les ouvrières, on leur promet de l'argent. Mais les ouvrières de la Samex, elles voulaient autre chose ; elles voulaient avoir des conditions de travail plus humaines, elles voulaient être respectées. L'année dernière, elles nous ont invité à voir dans quelles conditions



elles travaillaient. Nous, les agriculteurs, nous avons été effrayés. Nous avons mesuré la chance que nous avons dans nos fermes sur le Larzac. Spontanément, nous les avons aidées à tenir leur grève en leur apportant des œufs, des lapins, des volailles.

La télévision nous a trompés, elle n'a pas dit la vérité sur le Larzac. Elle a présenté le problème comme une question d'argent. Mais l'homme criera toujours s'il souffre d'une injustice. Un homme, c'est un homme, ce n'est pas un chien qu'on calme avec un os... Tout le monde a le droit de vivre, de travailler. On nous enlève notre pain de la bouche, mais pour quoi faire ? D'après la télévision, pour « servir les intérêts supérieurs de la nation ». Nous, les agriculteurs, nous ne voulons pas être les complices de l'armée en laissant le camp s'étendre... Ensemble, et tous ensemble, nous garderons le Larzac. »



AFFICHEZ H. R.

CLASSE CONTRE CLASSE

Schwartz-Hautmont :

Un mouvement dévié de ses objectifs

Chers camarades,

Veillez trouver ci-joint un tract distribué par le comité de lutte de Hautmont sur la grève déclenchée avant les fêtes par les ouvriers de Schwartz-Hautmont. Cette tactique inhabituelle (les grévistes ont perdu leur jour de congé) semble montrer une combativité certaine.

Dans cette usine, il y a 100 « blouses blanches » (employés et cadres) et 200 « bleus » (ouvriers). Les conditions de travail très dangereuses ont fait plusieurs accidents mortels les années précédentes, mais le nouveau directeur local semble attacher plus d'importance à la sécurité que le précédent, néanmoins il n'y a pas de carter sur tous les tours (il y en a sur ceux où il y a eu des accidents).

Il y a eu grève avec occupation pendant plus d'une semaine au cours de laquelle les grévistes (ouvriers et employés) ont mis en place des piquets de grève qui ont empêché le départ des ponts roulants par la maîtrise en se couchant sur la voie.

Lundi 8 janvier : réunion générale pour discuter de la suite de l'action.

A noter un fait significatif :

— pas de banderolle proclamant la grève ;

— pas de demande d'aide et de soutien aux autres usines : les grévistes « ne veulent dépendre de personne », et même, les délégués qui devaient prévenir les autres usines ont parfois oublié (...);

— de plus, les délégués ont exigé qu'un jeune qui avait pris des pho-

tos (pour la Cause du Peuple, mais sans le dire) les rende, parce que le directeur a protesté (on voyait les ponts roulants, ce qui est interdit...)

Lundi 8 janvier : 136 personnes présentes (sur 300) environ 36 (pour la plupart des employés). Pour la reprise 100 (ouvriers). Pour la poursuite de la grève : vote à bulletins secrets, malgré l'avis de plusieurs ouvriers.

Les délégués parlent du tract (ci-joint) en précisant qu'il n'a pas été fait par les syndicats — sans plus — mais dans le journal (Liberté, organe du P. « C. » F.) il y aura une mise en garde contre les maoïstes, les gauchistes.

Quelques cadres et quelques jaunes vont pour reprendre le travail, le piquet de grève les laisse passer : grosse colère. Un ouvrier va même jusqu'à reprendre, écourté, mais il revient 15 mn après.

Le mardi, les délégués font une réunion, sans ouvriers. Quelques-uns protestent contre ces « messes basses » et le comité de grève (élu au cas où le patron refuserait de voir tous les ouvriers, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent ; donc rôle fictif) est admis à y assister, certains parlent de grèves tournantes. Mais les ouvriers veulent continuer. De plus ils veulent barricader les portes pour empêcher les jaunes d'entrer. Les délégués acceptent, mais refusent d'y participer eux-mêmes, par crainte de représailles patronales.

La grève continue donc, les employés qui voulaient reprendre se sont pliés à l'avis de la majorité.

Grève illimitée à Hautmont

Depuis vendredi 29 décembre, les ouvriers de chez Schwartz sont en grève illimitée.

Leur revendication : une augmentation de salaire de 10 % qu'ils demandent depuis longtemps et qui est plus que légitime : le grand patron de Schwartz a dit lui-même que, s'il faisait autant de bénéfices, c'était grâce à l'usine d'Hautmont.

Depuis une semaine, la direction refuse de céder. Elle s'en tient à ses propositions initiales (5 % en janvier et 3 % en juillet), auxquelles elle a ajouté un minable 0,5 % après une semaine de grève !

Tous les gars de chez Schwartz, ouvriers et employés, TOUS UNIS, sont décidés à OBTENIR SATISFACTION.

Le patron voulait faire sortir par les contre-mâtres 2 poutres de pont roulant, pour les livrer pendant la

grève (des poutres qui représentent plusieurs dizaines de tonnes, et qui représentent plus d'un mois de travail chacune).

Les ouvriers ont empêché une telle manœuvre.

Les poutres resteront à l'usine tant que le patron ne voudra pas céder.

Jour et nuit, les ouvriers mènent la garde autour des poutres, et sont décidés à tenir.

SOUTENEZ LA GREVE DE SCHWARTZ HAUTMONT !

Si la grève dure, LES GREVISTES AURONT BESOIN DE VOTRE SOUTIEN MORAL ET FINANCIER !

SOYEZ PRETS A LES AIDER !

Les Comités de Lutte d'Hautmont.

Tract distribué les 6 et 7 janvier accueilli favorablement par le piquet de grève.

Dernière minute

Pour ce qui est de la grève de Schwartz-Hautmont, elle a cessé depuis mercredi ou jeudi de la semaine dernière : l'un des délégués CGT (qui était malade avant le début de la grève) et qui est le chef des délégués, a fait arrêter la grève, malgré l'avis des autres délégués. En réunion il a promis de ne pas proposer la fin de la grève, à l'assemblée générale et l'a fait malgré tout.

Les ouvriers ont donc repris, sans rien obtenir de plus que ce qu'ils avaient déjà : 0,5 % !

Donc une partie de la C.G.T. (ce délégué est membre du P. « C. » F.) a trahi ouvertement la grève.

Les autres sont écoeurés. Quant aux ouvriers, ils se sont laissés entortiller par le discours du délégué. Que pensent-ils maintenant ?

Salutations révolutionnaires.

Bordeaux :

LA LUTTE EXEMPLAIRE DES JEUNES TRAVAILLEURS

Les jeunes travailleurs, mal payés, souvent au-dessous du S.M.I.C., sont la main-d'œuvre flottante recherchée par les patrons. Ils se logent à la bonne fortune ou dans des foyers qui servent de réservoir de main-d'œuvre aux capitalistes.

Malgré ça, le pouvoir veut rentabiliser les foyers, et depuis peu les résidents sont frappés par une augmentation de plus de 60 F, ce qui fait, avec la première de juillet, 20 % de plus.

Après avoir réglé 500 F de loyer et pension, il ne reste presque plus rien pour s'habiller et se distraire.

Pourquoi cette augmentation ?

— Parce que le foyer paie 10 millions par an de loyer à l'O.P.H.L.M. ;

— Parce que l'Etat bourgeois ne veut pas subventionner un foyer de travailleurs et gaspille l'argent des travailleurs ou l'utilise à payer grassement des bandes fascistes (S.A.C., C.D.R. et C.F.T...);

— Parce que les capitalistes organisent systématiquement la hausse des prix qui favorise les profits des trusts.

Refusant d'être des moutons pour tous les bords, les résidents s'organisent :

— Contre le pouvoir qui veut les surexploiter ;

— Contre les réformistes et révisionnistes qui veulent les embarquer dans des voies de garage en essayant de mendier des subventions auprès des pouvoirs publics.

La grève qu'ils ont décidé est exemplaire dans bien des domaines. Elle se mène à la base et dans l'action avec une volonté de lutte claire, résolue et réfléchie. Elle met en pratique les principes de la démocratie prolétarienne ; réunions ouvertes à tous les résidents du foyer où toutes les décisions sont adoptées après discussions.

Les jeunes travailleurs se sont donnés des armes pour cette lutte :

— Le groupe de défense des résidents : Il regroupe tous les résidents grévistes. C'est en son sein que sont prises les décisions appliquées par le comité de grève ;

— Le comité de grève : formé exclusivement de résidents en lutte. Chacun de ses membres est élu et révocable par le groupe de défense des résidents ;

— Le comité de soutien : qui popularise la lutte des résidents sous le contrôle du groupe de défense et du comité de grève.

Les militants marxistes-léninistes du foyer participent et soutiennent activement cette lutte.

Parce qu'elle s'inscrit directement dans celles que mènent partout les travailleurs contre la hausse des prix. Dans un tract qu'ils ont distribués, ils appellent à resserrer encore plus l'unité des travailleurs, et à démasquer les tentatives menées pour briser la lutte et freiner l'unité qui sont le fait des représentants du P.«C.»F. révisionniste, au nom d'une unité... purement électorale. Ils rappellent : « En résumé, le P.«C.»F. nous dit : Ne bougez pas, votez ! « Programme commun » et vos loyers seront abaissés. Nous tenons au proverbe : ne pas lâcher la proie pour l'ombre, et nous disons que nous pouvons faire confiance seulement à ceux qui sont à nos côtés dans la lutte ! »

De même, le Comité de défense de l'« Humanité-Rouge » participe activement à la campagne d'explication et de solidarité parmi la population du quartier du grand Parc.

Les problèmes des jeunes travailleurs sont ceux de tous les travailleurs. Tous unis, nous vaincrons !

Correspondant H.R.

Blanchisserie de France (Puteaux)

Luttons pour la réintégration de nos deux camarades

La direction de la Blanchisserie de France (groupe Elis) situé 38 rue Voltaire à Puteaux dans les Hauts-de-Seine vient de licencier abusivement, sous un prétexte fallacieux deux de nos camarades. Il s'agit de nos camarades Hocine Dahes (délégué du personnel) et Daniel Causignac (délégué syndical), tous deux C.G.T.

Le motif invoqué par la direction est totalement mensonger ; elle accuse nos deux camarades de « vol et de recel » d'une somme de 100 F.

Mais de quoi s'agit-il en réalité ?

Le 22 novembre deux billets de 50 francs sont trouvés par Hocine qui les remet à Daniel et cette somme est tenue par la section syndicale, à la disposition de qui la réclamerait, moyennant les preuves.

Le 12 janvier, la direction accuse nos deux camarades délégués de « vol et de recel » et convoque le Comité d'Entreprise le 16 janvier pour se prononcer sur ce cas.

Bien entendu, la direction peut compter sur le C.E. qui a une majorité qui lui est dévoué : ce sont les délégués de la C.F.T. fasciste. La suite est simple à comprendre c'est le licenciement de nos deux camarades qui est prononcé.

Il n'est pas inutile de rappeler

que cette section syndicale est jeune et date des grandes luttes de 1968, et que la direction de la Blanchisserie de France n'admet pas les militants combattifs. C'est pourquoi la section syndicale a été l'objet de multiples attaques de la direction.

Ce que les travailleurs exigent, c'est la réintégration de nos deux camarades dans leur emploi et leurs fonctions syndicales avec le paiement intégral des jours « perdus », ceux-ci incombant sans équivoque à cet exploiteur capitaliste.

Pour la réintégration de nos deux camarades !

Pour la poursuite de la lutte contre les salaires de misère pratiqués à la Blanchisserie de France !

Unité à la Base et dans l'Action contre les licenciements, contre la répression patronale, pour le succès de nos revendications !

Un correspondant.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

Commandez

FACE AU GAUCHISME MODERNE

3 F (frais de port en sus)

DANS LES ENTREPRISES

S.N.I.A.S. (TOULOUSE)

L'accord d'entreprise : prix de la paix sociale ?

« En 1972, la S.N.I.A.S. et en particulier les usines de Toulouse — que vous avez la tâche complexe et difficile de diriger — peuvent être citées en exemple à toutes les entreprises françaises pour la réussite de la politique contractuelle telle que le C.N.P.F. la conçoit. Concertation, participation et satisfaction raisonnable des besoins des partenaires sociaux en accord avec les exigences économiques de la société, ont permis d'instaurer la paix sociale nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise.

Je vous souhaite pour 1973 des succès plus importants, le bonheur et la santé pour votre famille. »

Amicalement,
F. CEYRAC,
président du C.N.P.F.

C'est sans doute ainsi que F. Ceyrac a présenté ses vœux à notre P.D.G. Et pour nous travailleurs de la S.N.I.A.S. de quoi fut fait 1972 :

Mis à part les discours redondants et satisfaits des uns, des « oui-mais » et valse hésitations des autres, des comptes rendus de mandats, des discussions interminables direction-syndicats, des repas améliorés gratuits... 1972 est resté comme 1971 sous le signe — pour nous aussi — de l'accord société.

Les « acquis » de l'accord, quels furent-ils ?

— les salaires : ils accusent toujours un retard de 14 % sur le reste de l'aéronautique française, ils suivent l'évolution « officielle » des prix comme en 1971. L'article de l'accord qui fixe la « progression » des salaires ne garantit même plus les 2 % au-dessus de l'indice des prix comme l'an passé. Il est pourtant intitulé « amélioration du pouvoir d'achat ». Celui de 1971 était intitulé seulement « maintien » du pouvoir d'achat. Comme vous voyez les « rédacteurs » ne manquent pas d'humour...

Que dire aussi de l'augmentation en % qui creuse l'écart entre les bas et hauts salaires ?

— la garantie de l'emploi, rien ; le droit syndical, rien ;

— la retraite à 60 ans ? seul est prévu un système de pré-retraite qui reprend les termes d'un accord national avec l'U.I.M.M. (Union des Industries Métallurgiques et Minières) ;

— les 40 heures ? une demie heure de réduction mais là aussi c'est le résultat d'un accord national avec l'U.I.M.M. ;

— la hiérarchisation ? Toujours aussi excessive : la prime de travail pénible est attribuée en % du salaire. Moralité : plus on a un salaire élevé plus on se fatigue...

COMME CHACUN A PU LE CONSTATER c'est maigre. Telle ment maigre que F.O. principal partisan de cet accord, le reconnaît (X^e congrès de la Fédé des Métaux F.O.).

Mais comme ce qui a été « obtenu » l'a été grâce à sa politique « contractuelle réaliste et efficace » (X^e congrès) opposée aux « promesses et à la démagogie » il ne faut pas se plaindre. En somme sans F.O. où serions-nous ?

Le prix de la paix sociale

On nous dira qu'il ne s'agit là que propagande syndicale destinée à valoriser « l'image de marque » de F.O. (A. Bergeron - X^e congrès). F.O. sait très bien qu'elles étaient les prévisions patronales pour la métallurgie en 1972, dévoilées à l'assemblée

générale de l'U.I.M.M. du 16 mars 1972 par F. Ceyrac. Même s'il n'avait pas lu le compte rendu du moins était-il au courant par l'intermédiaire de certains de leurs « grands » dirigeants qui ont des relations si étroites et amicales avec « nos » P.D.G. et hauts fonctionnaires gouvernementaux.

F. Ceyrac recommandait aux entreprises d'être fermes face aux revendications « démagogiques » et après avoir analysé la situation économique déclarait « Après une longue consultation de nos chambres syndicales, des autres professions et des pouvoirs publics, afin d'assurer la concordance de vues entre les différents centres de décision, la conviction l'emportait qu'il fallait que l'organisation patronale (...), donne aux entreprises des directives en matière de hausse des rémunérations (...) La fixation d'une hausse annuelle recommandée en moyenne de l'ordre de 6 % et décidée, sinon aménagée sur le plan régional ». En ce qui concerne les réductions d'horaires, il lâchait une demi-heure comme en 1971, « le maximum que pouvaient supporter les entreprises ». Pour F. Ceyrac il n'était pas question de la retraite à 60 ans mais l'Etat était chargé de « supporter les mesures concernant les ressources des retraités » et un système de pré-retraite « relevant du domaine de l'emploi et géré par l'U.N.E.D.I.C. » serait appliqué. Les entreprises ne devant pas être concernées directement.

ON PEUT DIRE QUE NOTRE DIRECTION A ETE FIDELE A CES « RECOMMANDATIONS ».

Et aucun trouble important n'est venu gâcher la « paix sociale » dans nos usines en 1972. Il faut reconnaître que nos P.D.G. ont su calculer au plus juste le prix de cette paix.

Les caquettages et le « réalisme » de F.O. n'ont rien à y voir, ou plutôt si : en jouant le jeu décidé par le patronat, tirant parti de « l'influence » que vous avez sur une partie non négligeable du personnel, vous avez garanti la « paix sociale ». Quoi que vous en disiez, messieurs les experts en politique contractuelle, vous n'avez même pas fait tomber les miettes de la table où se gobergent nos « chers » patrons. On vous a seulement « octroyé » le privilège de les ramasser dessous la table...

Que nous réserve 1973 ?

Quel volume de miettes nous ramassera F.O. pour 1973 ?

Fort de succès de l'an passé, de la démobilisation des travailleurs, la direction en accord complet avec le C.N.P.F. et l'état est décidée à payer encore moins cher la « paix sociale ». Cela confirme une des lois de la lutte des classes (eh oui elle existe toujours) : seul un rapport de force favorable à la classe ouvrière peut obliger les patrons à céder sur nos principales revendications. Et comme ce rapport de force c'est notre lutte seule, résolue et dure qui le créera il n'en sera pas ainsi tant que de nombreux compagnons prêteront une oreille attentive aux théories à courte vue du « vaut mieux peu que rien du tout », tant que un ou plusieurs syndicats prêteront obligamment leur concours, quelles qu'en soient les raisons, à la mystification de la « concertation ». IL EN SERA AINSI, si, ouvrant les yeux, balayant les charlatans, nous ne nous faisons plus d'illusions sur notre ennemi de classe.

Rien ne s'obtient sans lutte

OUI NOTRE ENNEMI DE CLASSE. Car il s'agit bien de cela. Contre un patronat vorace dont le but ultime est d'amasser le maximum de profits, qui dans la poursuite de ce but ne s'embarrasse pas de scrupules, de civilités ou de « fair play », qui utilise la force armée contre les grévistes, QUE DEVONS-NOUS FAIRE ?

Ecouter les appels hypocrites au calme et à la dignité, à des méthodes civilisées qui nous désarment et nous condamnent à l'impuissance ? OU BIEN utiliser notre arme principale dans l'entreprise : la grève. Toutes les grandes dates du mouvement ouvrier sont là pour le prouver, tous les grands « acquis » furent arrachés après des luttes dures et souvent sanglantes — à cause de la répression brutale de la bourgeoisie aux abois.

Savoir lutter

L'efficacité de la grève est toujours conditionnée par la combativité des grévistes. Aussi il faut prêter une attention particulière aux méthodes politiques et d'organisation qui assurent la manifestation maximum de notre force : préparation et direction de la grève, comité de grève élu par l'assemblée générale des travailleurs en grève, démocratie ouvrière, recherche du soutien actif de la population, solidarité ouvrière, protection des grévistes, piquets de grève, etc.

« La grève des bras croisés est une bêtise et une faute. Les grévistes lorsqu'ils groupent la majorité du personnel, ont raison d'assurer, au besoin par la violence l'arrêt total de l'entreprise et ne doivent pas permettre à une équipe de jaunes raccolés tant bien que mal, de briser le mouvement. Les grévistes ont raison de se protéger et de protéger leurs militants contre les arrestations en faisant front courageusement à l'attaque policière. Cette violence organisée du prolétariat en lutte ne peut même pas s'arrêter devant le fétichisme du légalisme. La loi est l'expression de la domination capitaliste et le prolétariat est en rébellion légitime et permanente contre le capitalisme et ses lois ». Janvier 1930. Cahiers du Bolchévisme n° 1, édité par le P.C.F.

Des revendications qui unissent la majorité des travailleurs

On nous dira que « les gars ne sont pas mûrs » qu'en attendant... en attendant ? quoi de plus urgent que de regarder la réalité en face. Telle qu'elle est, au lieu de nous laisser endormir avec des faux-semblants.

Quoi de plus urgent que de mettre en avant des revendications justes :

- augmentations égales pour tous ;
- pas de salaires inférieurs à 1.250 F par mois ;
- intégration des primes dans le salaire ;
- la retraite à 60 ans ;
- les 40 heures tout de suite.

Quoi de plus urgent que d'expliquer et d'expliquer encore que seule la lutte paie.

1973 peut être si nous le voulons une importante année de luttes victorieuses. C'est ce que nous souhaitons à tous les travailleurs de la S.N.I.A.S.

Les travailleurs
Marxistes-Léninistes
de la S.N.I.A.S.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE DE L'UNIVERSITÉ PARIS VII

Jeudi soir, au cours d'une assemblée générale, ils ont expliqué qu'ils se mettaient en grève pour les raisons suivantes :

— Même prime pour tous. Dès l'embauche par la faculté à l'issue de la grève en février 1972, les travailleurs devaient toucher une prime tous les six mois, égale pour tous. Maintenant, l'administration a instauré sa hiérarchie en élevant la prime des chefs d'équipe à 7 fois celle des ouvriers (948 F contre 134 F).

— Même salaire pour tous. Les chefs d'équipe ont été élus par les ouvriers et devaient, comme eux, toucher le même salaire. Encore une fois, l'administration instaure sa hiérarchie pour mieux diviser les travailleurs.

— Embauche de nouveaux travailleurs. Depuis plusieurs mois, l'administration promet d'embaucher des ouvriers, sans jamais tenir ses promesses ; normalement chaque équipe (3 ouvriers) doit s'occuper de 3 étages, dans les faits, c'est 5 étages qu'ils ont à faire, plus les rondes, tous les escaliers et le rez-de-chaussée, dans de mauvaises conditions de travail (poussière...).

Voilà comment dans les faits se manifeste le « libéralisme » de l'administration de Paris-VII : par la surexploitation des travailleurs.

Les travailleurs du nettoyage demandent 1 heure de réunion par semaine, prise sur le temps de travail et un local pour pouvoir se retrouver. En effet, les travailleurs sont dispersés dans la faculté (chaque équipe dans une tour à part), problème de langues, etc.

— Journées de grève intégralement payées.

Vendredi soir, l'administration a décidé de bloquer les salaires que devaient toucher les travailleurs. Mardi 22. Face au chantage de l'administration, nous devons exiger le paiement immédiat des salaires.

Le comité de soutien appelle le personnel de la faculté et les étudiants à soutenir les grévistes autour des revendications suivantes :

- Même prime, même salaire pour tous ;
- Embauche de nouveaux ouvriers ;
- 1 heure de réunion hebdomadaire prise sur le temps de travail ;
- 1 salle de réunion ;
- Paiement intégral des jours de grève.

**commandez
notre brochure**

**LE PROGRAMME
DE LA LIGUE
COMMUNISTE :
CONFUSION
ET OPPORTUNISME**

Prix : 1,50 F

(Ajouter 20 % du prix de la commande pr frais d'envoi)

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

Le cessez-le-feu au Vietnam nous a amené à éditer ce numéro « SPECIAL INDOCHINE » — 16 pages — dont la vente sera poursuivie sur deux semaines.

ATTENTION ! IMPORTANT : TRACT DE MASSE

Les pages 5 et 6 consacrées aux élections en France, vont être éditées en tracts destinés à des distributions de masse gratuites.

PASSEZ IMMEDIATEMENT VOS COMMANDES.

(N.B. : le tract réservé à la province ne mentionnera pas le meeting parisien, contrairement à celui réservé pour la région parisienne.)

Augmenter la diffusion, c'est possible, c'est nécessaire

A l'appel de l' « Humanité Rouge », en nous servant de l'expérience des autres CDHR rapportée dans le journal et en y réfléchissant nous-mêmes, nous avons pris une série de mesures efficaces pour augmenter la vente de l'HR sur les marchés :

1) Nous avons rédigé des panneaux comprenant les principaux mots d'ordre de la semaine, les principaux titres (notamment l'appel du PCMLF à l'abstention), et la page cen-

trale du journal (qui était consacrée au programme des communistes-ML).

2) Nous avons lancé le maximum de slogans ayant trait au contenu du numéro de la semaine, tout en reprenant des du grand Parti communiste. Je remercie tant celui-ci de m'avoir éclairé et donné les connaissances satisfaisantes pour me permettre d'être utile à mes concitoyens... C'est pour moi une réelle satisfaction de savoir que depuis mon adhésion

mots d'ordre plus généraux.

3) Nous avons également décidé de distribuer un bouillon à chaque personne s'arrêtant pour regarder le panneau ou pour discuter avec nous, mais qui n'achetait pas le journal.

4) Pour attirer plus l'attention, nous nous sommes placés au milieu de l'allée du marché.

Ces mesures ont coïncidé avec la sortie du numéro spécial consacré au programme des marxistes-léninistes : elles ont permis d'augmenter sensiblement la vente de ce numéro (nous l'avons multipliée par 2) et de mieux faire connaître l' « Humanité Rouge » en distribuant des bouillons et en ayant des discussions plus nombreuses que d'habitude avec les travailleurs).

A propos du numéro spécial, nous avons également constaté un attrait accru de la part des militants de base du P.C.F. ou de la C.G.T. qui ont acheté le journal ou pris des bouillons.

Enfin, nous avons décidé de généraliser ces mesures de diffusion sur nos divers points de vente (quartiers ou usines), de les améliorer sans cesse, en les combinant avec d'autres (reprise du porte à porte notamment), afin de répondre encore mieux à l'appel de l' « Humanité Rouge » pour augmenter la diffusion, pour faire connaître toujours plus le marxisme-léninisme.

CDHR Julien Hapiot (1)

(1) Julien Hapiot était un dirigeant de la Jeunesse Communiste, ancien des brigades internationales, organisateur des FTP du Nord, arrêté et torturé par la gestapo, il fut fusillé par les nazis le 13 septembre 1943.

Dans sa lettre d'adieu du 27 août 1943, il écrivait :

« A quelques jours de mon exécution, je veux donner une fois de plus mon grand amour au grand Parti de Lénine-Staline, je n'ai ménagé aucun de mes efforts pour contribuer à l'abolition du système capitaliste, générateur de guerre et de misère. »

SOUSCRIPTION PERMANENTE

M.D. et G.B. pour informer les masses et développer le combat classe contre classe	30	R.R.	300
Pour la victoire du socialisme	7,50	D.M. en plus abonnement	8
Pour le combat de HR des sympathisants	20	1 jeune Espagnol	1
CDHR G. Flourens. 1 ^{er} versement	130	Léon, nous vaincrons !	20
F.D.C.	11,10	1 cheminot contre le révisionnisme. Vive le 6 ^e congrès P.T.A.	10
A bas le parlementarisme bourgeois, vive la démocratie prolétarienne. A.L.T.	55,50	1 enseignante	10
Admirateurs d'Engels (CP)	5	Des ML pour le nouvel an	25
1 carreleur	4	1 fonctionnaire	15
1 ouvrier Galeries Lafayette	0,50	Des communistes ML	200
En supplément à HR	3,50	SJP soutien à HR	5
Sur un marché	13	Versement mensuel pour le mois de janvier B.A.V.	10
Souscription meeting	3	Anonyme en timbres	50
Souscription P.P.	1	Admirateurs d'Engels	1,90
CDHR N.V.T.	50	Sur des marchés	1,90
1 lycéen du technique	1,30	Soutien exceptionnel. 2 ^e versement V.V.	200
1 couple de travailleurs	1	Soutenons HR ALT dans sa lutte contre l'électoratisme	190
1 sympathisant	2,60	Supplément à une collection HR	1
CDHR Kirov	10	1 camarade (GF)	1
1 travailleur algérien et sa femme	4	1 communiste africain	1,50
1 ouvrière. HR vaincra !	0,50	Soutien au journal. Un sympathisant ML	10
1 militant. HR vaincra !	4,50	Des lecteurs	21
J.P.	20	Soutien instituteurs	3
A.N. et C.L. pour le combat d'HR	50	Au service de la classe ouvrière	1,50
Roger	5	En timbre soutien à HR	10
1 ouvrier carrier en retraite	0,50	1 postier ML	80
1 métallo de la R.P.	200	Léon, soutien à notre presse	10
CDHR G. Flourens. 2 ^e versement	30	Souscription janvier PR	50
La sœur d'une militante	5	1 médecin	340
Soutien exceptionnel V.V.	200	CA soutien à HR	54
2 futures institutrices	11	CJ soutien permanent	14
1 militant	2	CM en plus réabonnement	4
1 travailleur ORTF	6	Soutien à HR A.P.	9,50
1 couple de cheminots	2	M.P. soutien à HR	5
1 lycéen du technique	1	C.C. en timbres	2
CDHR Denis Gemnitz	13	Contre le trotskysme	45
CDHR Gabriel Péri	20,50	C.S. soutien à HR	1
1 militante	3	1 sympathisante	10
1 lecteur	0,50	1 travailleur	3
2 lecteurs	26	Total	3 134,30
1 lectrice	3	Total général précédent	249 177,20
CDHR Dimitrov	300	Total général utilisé pour le règlement des dettes de HR	252 311,50
3 lecteurs	28,50		
1 infirmier	30		

Le tirage de l'H. R. doublé

En raison des batailles politiques en cours, le tirage de « l'Humanité Rouge » a été réglé de telle sorte qu'elle puisse être dans tous les kiosques de la région parisienne, dans tous les kiosques de gares à Paris et en province, et dans un nombre de kiosques accru en province.

Lecteur, exigez « l'Humanité Rouge » et contribuez ainsi à la bataille contre le sabotage de sa diffusion commerciale (N.M.P.P.) organisé en sous-main par les révisionnistes et certains services du ministère de l'Intérieur.

Le tirage de « l'Humanité Rouge » a doublé. Par son achat le plus régulier au même point de vente, aidez-nous à gagner la bataille de la diffusion en kiosques !

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

E. 100

Distributeur des EDITIONS NORMAN BETHUNE

J. STALINE

Matérialisme dialectique et matérialisme historique 2 F

André MARTY

Le Parti communiste français né et forgé dans la lutte contre la guerre 1,50 F

A la gloire des lutteurs de 1907 2,50 F

G. DIMITROV et N. KROUPSKAIA

Les enseignements du Procès de Moscou (1936) 1,50 F

Projet de programme de l'internationale communiste 2 F

NGUYEN VAN TROI

Cette voix qui fut la tienne 4 F

Distributeur de GUOZI SHUDIAN

NOUVEAUTES

Découvertes archéologiques en Chine Nouvelle - 217 planches noir et couleur 45 F

Karl MARX

La guerre civile en France 2,40 F

Critique du programme Gotha 0,85 F

MAO TSE TOUNG

Textes choisis 3 F

Intervention de Kia Kouan-Houa à la séance plénière de la 27^e session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. 0,35 F

Une page nouvelle dans les annales des relations sino-japonaises 0,50 F

Enver HOXHA

Rapport d'activité du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, présenté au 6^e Congrès du P.T.A., le 1^{er} novembre 1971 (réédition E-100) 8 F

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE

B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20